



# Assemblée générale

Distr. générale  
13 décembre 2005  
Français  
Original: anglais

---

## Soixantième session

Point 123 de l'ordre du jour

**Budget-programme de l'exercice biennal 2004-2005**

## **Second rapport sur l'exécution du budget-programme de l'exercice biennal 2004-2005**

### **Rapport du Secrétaire général\***

#### *Résumé*

On trouvera dans le présent rapport une estimation du montant définitif que devraient atteindre les dépenses de l'exercice biennal 2004-2005, compte tenu de l'écart entre les taux d'inflation, les taux de change et les ajustements au coût de la vie effectifs et les hypothèses qui avaient été retenues dans le premier rapport sur l'exécution du budget-programme (A/59/578), que l'Assemblée générale a examiné à sa cinquante-neuvième session et sur la base duquel elle a révisé le montant des crédits ouverts et des recettes prévues pour l'exercice.

Pour les chapitres des dépenses, le montant définitif des crédits nécessaires est estimé à 3 655 500 000 dollars, soit une diminution de 82 millions par rapport aux crédits révisés. Cette diminution tient essentiellement à des ajustements opérés dans deux chapitres du budget, à savoir une diminution de 59,8 millions de dollars du montant des ressources nécessaires pour les missions politiques spéciales au chapitre 3 (Affaires politiques) et une diminution de 15,5 millions de dollars pour la sûreté et la sécurité au chapitre 36 (Sûreté et sécurité). Pour les chapitres des recettes, le montant estimatif révisé s'élève à 470,7 millions de dollars, soit une augmentation de 20,5 millions.

---

\* La date de parution du présent rapport s'explique par le souci d'y incorporer les données les plus récentes.



## I. Introduction

1. Le second rapport sur l'exécution du budget-programme de l'exercice biennal 2004-2005 a pour objet de présenter une estimation du montant définitif que devraient atteindre les dépenses et les recettes de l'exercice biennal. Les chiffres présentés ont été calculés en fonction des dépenses effectivement engagées au cours des 22 premiers mois de l'exercice, des dépenses prévues pour les deux derniers mois et de l'écart entre les taux d'inflation, les taux de change et les ajustements au coût de la vie effectifs et les hypothèses qui avaient été retenues dans le premier rapport (A/59/578), que l'Assemblée générale a examiné à sa cinquante-neuvième session et sur la base duquel elle a révisé le montant des crédits ouverts et des recettes prévues pour l'exercice. Les estimations figurant dans le présent rapport traduisent une diminution nette de 102,5 millions de dollars des besoins de financement par rapport aux crédits et aux prévisions de recettes révisés qui ont été approuvés par l'Assemblée générale dans ses résolutions 59/277 A à C du 23 décembre 2004, 59/282 du 13 avril 2005 et 59/294 du 22 juin 2005, et par la Cinquième Commission à sa 29<sup>e</sup> séance, le 12 décembre 2005, comme indiqué dans le tableau 1.

Tableau 1

### Dépenses et recettes effectives de l'exercice biennal 2004-2005

(En millions de dollars des États-Unis)

	<i>Crédits révisés</i>	<i>Chiffres du présent rapport</i>	<i>Augmentation/ (diminution)</i>	<i>Pourcentage</i>
Dépenses	3 737,5	3 655,5	(82,0)	(2,2)
Recettes	450,2	470,7	20,5	4,6
<b>Montant net</b>	<b>3 287,3</b>	<b>3 184,8</b>	<b>(102,5)</b>	<b>3,1</b>

2. La diminution nette de 102,5 millions de dollars se décompose comme suit :

Tableau 2

### Composition du solde des augmentations et des diminutions des crédits nécessaires

(En millions de dollars des États-Unis (chiffres arrondis))

1. Augmentations	
Fluctuations monétaires . . . . .	19,2
Inflation . . . . .	9,2
Dépenses engagées conformément aux dispositions des résolutions 58/273 et 59/276 relatives aux dépenses imprévues et extraordinaires, et à la suite de décisions d'organes directeurs . . . . .	30,6
<b>Total . . . . .</b>	<b>69,0</b>

## 2. Diminutions

Ajustement du coût des postes et d'autres objets de dépenses, sur la base de l'estimation à ce stade des dépenses effectives . . . . .	(151,0)
Augmentation des recettes . . . . .	(20,5)

---

**Total . . . . . (171,5)**

---

**Diminution nette . . . . . (102,5)**

---

3. Les états dont la liste figure ci-après apportent des éléments d'information complémentaires quant aux facteurs tels que les fluctuations monétaires et l'évolution du coût de la vie, qui ont conduit à réévaluer le montant des ressources nécessaires et à réviser les hypothèses budgétaires :

État 1	Récapitulatif des prévisions de dépenses, par chapitre budgétaire et par facteur de variation
État 2	Récapitulatif des prévisions de dépenses, par objet de dépense et par facteur de variation
État 3	Récapitulatif des prévisions de dépenses chapitre par chapitre, par objet de dépense et par facteur de variation
État 4	Taux de change par rapport au dollar des États-Unis et taux d'inflation, par lieu d'affectation
État 5	Taux de change opérationnels de l'ONU par rapport au dollar des États-Unis pour 2005
État 6	Coefficients d'ajustement applicables aux administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur en 2005
État 7	Évolution des traitements des agents des services généraux en monnaie locale
État 8	Taux moyen de vacance de postes, par chapitre budgétaire

4. Des éléments d'information complémentaires relatifs à la subvention du Tribunal spécial pour la Sierra Leone, à l'examen des effectifs de la catégorie des services généraux, aux transferts de postes autorisés par la résolution 58/270 du 23 décembre 2004 et à l'état d'avancement des travaux entrepris pour exécuter les projets d'infrastructure visant à renforcer la sûreté et la sécurité des locaux de l'Organisation des Nations Unies seront communiqués dans des additifs au présent document.

## II. Chapitres des dépenses

5. Le tableau 3 présente la synthèse des modifications apportées aux estimations figurant dans les chapitres des dépenses.

Tableau 3

### Tableau récapitulatif des modifications apportées aux chapitres des dépenses

(En millions de dollars des États-Unis)

<i>Crédits révisés 2004-2005</i>	<i>Taux de change</i>	<i>Inflation</i>	<i>Dépenses imprévues et extraordinaires et décisions des organes directeurs</i>	<i>Autres modifications</i>	<i>Prévisions de dépenses révisées</i>
3 737,5	19,2	19,2	30,6	(151,0)	3 655,5

### A. Taux de change et inflation

*(Augmentation : 38,4 millions de dollars)*

6. L'augmentation des crédits nécessaires du fait de ces facteurs se chiffre à 38,4 millions de dollars, dont 19,2 millions sont imputables à la dépréciation du dollar des États-Unis par rapport à plusieurs monnaies et 19,2 millions à la poussée de l'inflation. Les fluctuations monétaires ont eu pour effet de majorer les dépenses dans l'ensemble des lieux d'affectation, à l'exception d'Addis-Abeba et de Port of Spain, où les taux de change ont évolué favorablement, ce qui a compensé en partie les dépassements enregistrés ailleurs. Le tableau 4 indique de quelle manière l'augmentation de 38,4 millions de dollars due à l'évolution des taux de change et de l'inflation se répartit par lieu d'affectation.

Tableau 4

### Augmentation ou diminution des dépenses prévues due à l'évolution des taux de change et de l'inflation, par lieu d'affectation

(En millions de dollars des États-Unis)

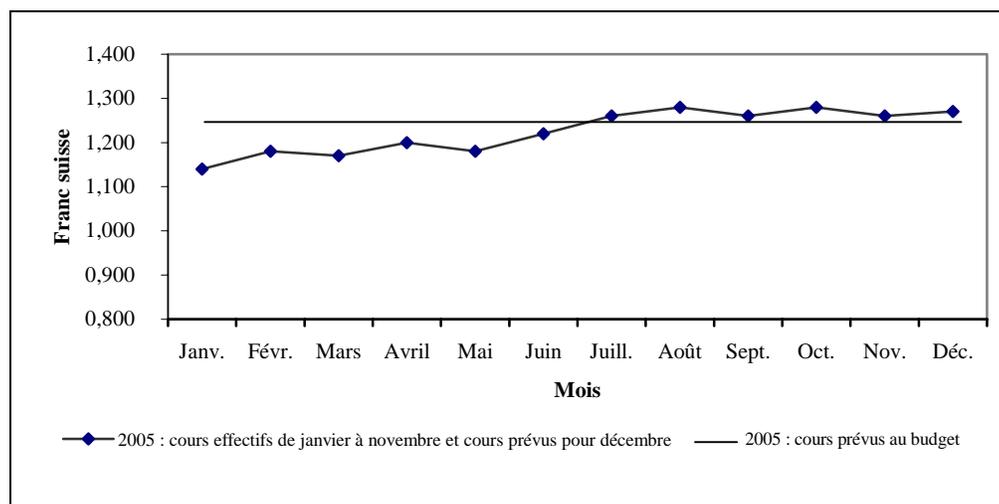
<i>Lieu d'affectation</i>	<i>Taux de change</i>	<i>Inflation</i>	<i>Total</i>
New York	–	16,8	<b>16,8</b>
Genève	9,0	(3,1)	<b>5,9</b>
Vienne	1,7	0,6	<b>2,3</b>
Nairobi	1,7	0,9	<b>2,6</b>
La Haye	1,7	–	<b>1,7</b>
Bangkok	1,1	1,4	<b>2,5</b>
Santiago	3,1	(0,9)	<b>2,2</b>
Addis-Abeba	(0,1)	2,8	<b>2,7</b>
Autres lieux d'affectation	1,0	0,7	<b>1,7</b>
<b>Total<sup>a</sup></b>	<b>19,2</b>	<b>19,2</b>	<b>38,4</b>

<sup>a</sup> Montant arrondi.

7. Pour estimer les effets des fluctuations monétaires observées en 2005, on a retenu dans le présent rapport les taux effectivement constatés de janvier à novembre 2005, les taux de novembre étant appliqués à décembre. On trouvera dans les états 4 et 5, pour tous les lieux d'affectation, des précisions sur les taux de change prévus au budget et les taux effectifs.

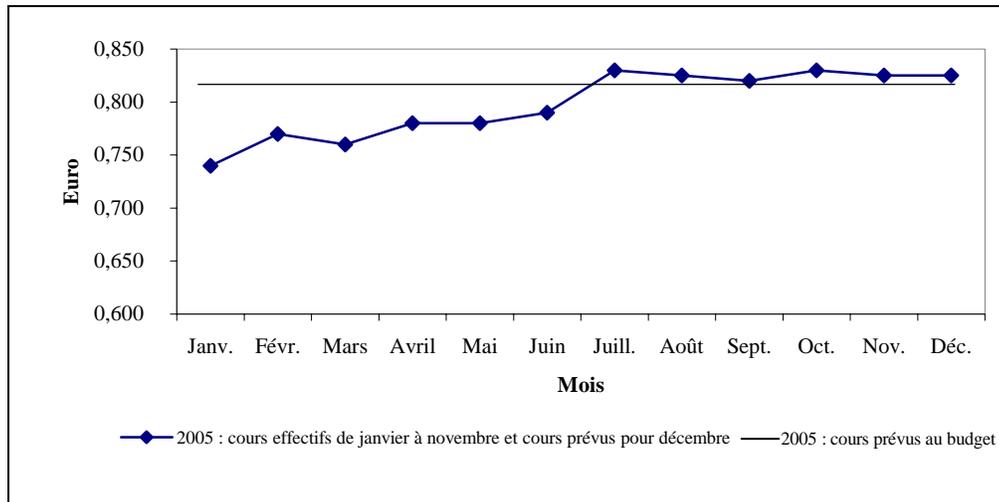
8. L'augmentation nette de 19,2 millions de dollars résultant des fluctuations des taux de change représente la différence entre la hausse de 19,3 millions de dollars due à leur évolution dans plusieurs lieux d'affectation et la réduction totale de 100 000 dollars enregistrée à Addis-Abeba et Port of Spain. On se souviendra que, dans le premier rapport sur l'exécution du budget-programme de l'exercice biennal 2004-2005 (A/59/578), il était indiqué que le dollar des États-Unis s'était considérablement déprécié par rapport à d'autres monnaies de premier plan au cours de 2004. Pour calculer le montant des crédits révisés pour 2005, on a appliqué, conformément à la méthode approuvée, les taux de change moyens du franc suisse et de l'euro par rapport au dollar enregistrés en 2004, plutôt que les taux en vigueur au moment du calcul, ce qui a conduit à retenir les estimations les plus basses. En conséquence, bien que le dollar des États-Unis se soit apprécié par rapport à ces monnaies au cours de l'année 2005, des crédits additionnels importants seront nécessaires du fait que les taux retenus aux fins de l'établissement du budget supposaient que la valeur du dollar des États-Unis (fondée sur les moyennes de 2004) serait plus élevée que celle qui a été effectivement constatée à la fin de 2004. Alors que les crédits révisés ont été calculés sur la base de 1,255 franc suisse pour 1 dollar, le taux moyen pour 2005, estimé sur la base des cours enregistrés de janvier à novembre, ce dernier étant appliqué à décembre, s'établit à 1,231 franc suisse pour 1 dollar, soit un écart de 1,9 %, comme l'illustre la figure 1.

Figure 1  
**Évolution du franc suisse par rapport au dollar des États-Unis**



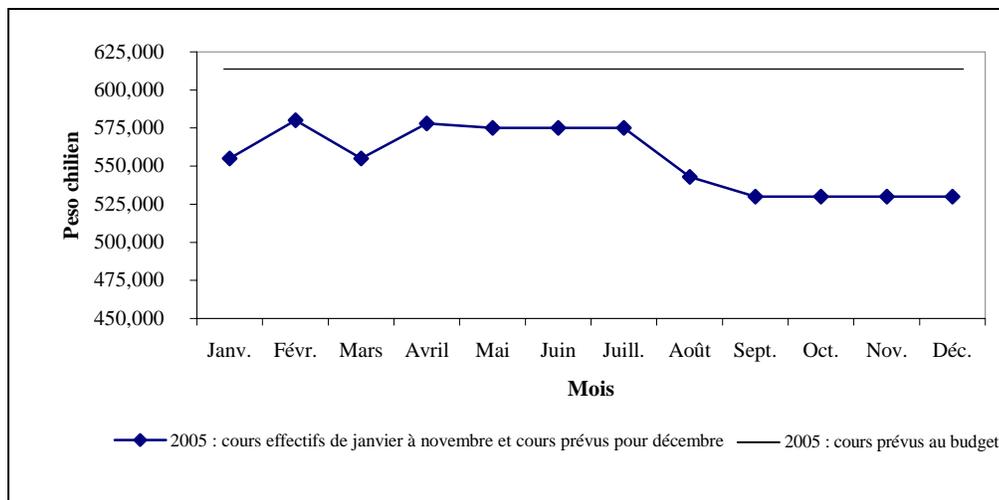
9. Pour ce qui est de l'euro, le cours moyen calculé pour 2005 est de 0,797 euro pour 1 dollar, alors que les crédits révisés reposaient sur l'hypothèse d'un taux de 0,813 euro pour 1 dollar, soit un écart de 2 %, comme l'illustre la figure 2.

Figure 2  
Évolution de l'euro par rapport au dollar des États-Unis



10. Les dépassements qui résultent de ces changements par rapport aux crédits révisés s'élèvent respectivement à 9 millions et 3,4 millions de dollars pour le franc suisse et pour l'euro. La dépréciation du dollar par rapport au peso chilien, au baht thaïlandais et au schilling kenyan a encore alourdi les dépenses, de 3,1 millions, 1,1 million et 1,7 million de dollars respectivement. La figure 3 illustre l'évolution du peso chilien par rapport au dollar des États-Unis en 2005, sur la base des taux mensuels effectifs de janvier à novembre et des taux prévus pour décembre.

Figure 3  
Évolution du peso chilien par rapport au dollar des États-Unis



11. Pour ce qui est de l'inflation, les ajustements reposent sur les données les plus récentes concernant les indices des prix à la consommation ou sur l'écart entre, d'une part, les indices pris comme hypothèses pour calculer le montant des crédits révisés et, d'autre part, les indices d'ajustement effectivement appliqués aux administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et les ajustements au coût de la vie apportés au barème des traitements des agents de la catégorie des services généraux et des catégories apparentées. L'augmentation des dépenses due à l'inflation, dont le montant est estimé à 19,2 millions de dollars, tient à la hausse des traitements des agents des services généraux (12,6 millions de dollars), des contributions du personnel (5,3 millions de dollars) et des objets de dépense autres que les postes (3,5 millions de dollars), qui est en partie contrebalancée par une diminution des traitements des administrateurs (2,2 millions de dollars).

12. Les dépenses afférentes aux administrateurs ont évolué en fonction des coefficients d'ajustement promulgués par la Commission de la fonction publique internationale en 2005. Ceux promulgués pour Addis-Abeba et New York sont entrés en vigueur respectivement en juin et en septembre 2005. Dans le cas des dépenses de personnel correspondant à la catégorie des services généraux, les ajustements au coût de la vie appliqués en 2005 ont été plus élevés que prévu dans plusieurs lieux d'affectation et l'augmentation des besoins de financement tient principalement à la hausse de 3,75 % enregistrée à New York, qui est intervenue avec effet rétroactif en mai 2005. L'augmentation des dépenses relatives aux postes due à l'inflation à New York correspond à des ajustements opérés sur les coefficients appliqués aux traitements des administrateurs (1,5 million de dollars) et des agents des services généraux (10 millions de dollars) et aux contributions du personnel connexes (3,7 millions de dollars). Les augmentations et diminutions des dépenses relatives aux postes, y compris les contributions du personnel, dues à l'inflation sont récapitulées par lieu d'affectation dans le tableau 5. On trouvera plus de détails dans l'état 6, qui présente l'évolution des indices d'ajustement par lieu d'affectation et une comparaison entre les indices pris comme hypothèses et les indices effectifs, ainsi que dans l'état 7, qui indique, également par lieu d'affectation, les ajustements au coût de la vie dont ont bénéficié les agents de la catégorie des services généraux et des catégories apparentées.

Tableau 5

**Dépenses relatives aux postes : augmentation ou diminution due à l'inflation, par lieu d'affectation**

(En millions de dollars des États-Unis)

<i>Lieu d'affectation</i>	<i>Augmentation/ (diminution)</i>
New York . . . . .	15,2
Genève . . . . .	(3,0)
Vienne . . . . .	0,2
Nairobi . . . . .	0,5
Bangkok . . . . .	1,2
Santiago . . . . .	(0,9)
Addis-Abeba . . . . .	2,0

<i>Lieu d'affectation</i>	<i>Augmentation/ (diminution)</i>
Beyrouth . . . . .	0,2
Autres lieux d'affectation . . . . .	0,3
<b>Total . . . . .</b>	<b>15,7</b>

13. En ce qui concerne les objets de dépense autres que les postes, les taux d'inflation effectifs pour 2005 ne diffèrent que très peu des taux révisés dans la plupart des lieux d'affectation. La poussée inflationniste observée à Addis-Abeba et à New York nécessite toutefois qu'il soit procédé à des ajustements (700 000 et 1,7 million de dollars respectivement). L'effet net de l'inflation sur les objets de dépense autres que les postes est une augmentation de 3,5 millions de dollars pour l'ensemble des lieux d'affectation. L'état 4 donne, par lieu d'affectation, le détail des taux d'inflation révisés pour ces objets de dépense.

## **B. Dépenses imprévues et extraordinaires dépenses découlant de décisions d'organes directeurs**

*(Augmentation de 18 millions de dollars)*

14. On trouvera ci-après des informations sur les dépenses imprévues et extraordinaires qui ont été engagées et sur celles qui découlent de décisions d'organes directeurs.

### **1. Dépenses imprévues et extraordinaires**

15. Aux termes de sa résolution 58/273 du 23 décembre 2003, l'Assemblée générale a autorisé le Secrétaire général, agissant avec l'assentiment préalable du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, à contracter des engagements au titre des dépenses imprévues et extraordinaires, étant entendu que l'assentiment du Comité ne serait pas nécessaire pour les engagements, à concurrence de 8 millions de dollars pour chacune des deux années de l'exercice biennal, dont le Secrétaire général attesterait qu'ils ont trait au maintien de la paix; et pour les engagements dont le Président de la Cour internationale de Justice attesterait qu'ils ont trait à des dépenses occasionnées par diverses circonstances liées aux activités de la Cour, précisées dans l'alinéa b) du paragraphe 1 de la résolution. Au paragraphe 6 de la section XI de sa résolution 59/276 du 23 décembre 2004, l'Assemblée générale a souscrit à la recommandation du Comité consultatif tendant à autoriser le Secrétaire général à contracter des engagements, à concurrence de 1 million de dollars, dont le Secrétaire général attesterait qu'ils ont trait aux mesures de sécurité.

16. Conformément aux dispositions des résolutions 58/273 et 59/276, les engagements ci-après représentant un montant total de 18 001 600 dollars, ont été contractés :

a) Engagements dont le Secrétaire général a attesté qu'ils avaient trait au maintien de la paix et de la sécurité (7 604 800 dollars);

b) Engagements approuvés par le Comité consultatif comme suite à des décisions du Conseil de sécurité (9 668 200 dollars);

c) Engagements dont le Président de la Cour internationale de Justice a attesté qu'ils avaient trait à des dépenses imprévues de la Cour (576 300 dollars);

d) Engagements dont le Secrétaire général a attesté qu'ils avaient trait à des mesures de sécurité (162 300 dollars).

17. Ces dépenses concernent les chapitres suivants du budget : chapitre premier (Politique, direction et coordination d'ensemble), chapitre 3 (Affaires politiques), chapitre 7 (Cour internationale de Justice), chapitre 24 (Droits de l'homme) et chapitre 36 (Sûreté et sécurité). Elles se répartissent comme suit :

a) Engagement dont le Secrétaire général a attesté qu'ils avaient trait au maintien de la paix et de la sécurité :

*Chapitre premier, Politique, direction et coordination d'ensemble  
(1 404 600 dollars)*

Conseiller spécial du Secrétaire général pour des questions politiques, concernant en particulier l'Iraq, le Moyen-Orient et l'Afghanistan	806 900
--	---------

Mission au Pakistan, en Égypte, en Arabie saoudite, en République islamique d'Iran et en Tunisie, aux fins de consultation sur des questions politiques diverses	597 700
--	---------

*Chapitre 3, Affaires politiques (6 047 900 dollars)*

Conseiller spécial du Secrétaire général pour la péninsule coréenne	151 700
---	---------

Envoyé spécial du Secrétaire général pour l'application de la résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité relative au Liban	1 682 200
---	-----------

Conseiller spécial du Secrétaire général pour le différend territorial entre le Gabon et la Guinée équatoriale	168 900
--	---------

Mission d'enquête sur l'attentat à la bombe perpétré le 14 février 2005 à Beyrouth	231 000
--	---------

Groupe d'experts concernant la Côte d'Ivoire (résolution 1584 (2005) du Conseil de sécurité)	488 300
--	---------

Groupe d'experts concernant le Soudan (résolution 1591 (2005) du Conseil de sécurité)	955 900
---	---------

Commission d'enquête internationale indépendante chargée d'enquêter sur l'attentat à la bombe perpétré le 14 février 2005 à Beyrouth (résolution 1585 (2005) du Conseil de sécurité)	431 100
--	---------

Envoyé spécial du Secrétaire général en Guinée-Bissau chargé de faciliter les élections présidentielles	189 100
---	---------

Envoyé personnel du Secrétaire général au Sahara occidental chargé de rechercher la meilleure façon de mettre fin à l'impasse politique actuelle (résolution 1598 (2005) du Conseil de sécurité)	222 600
Envoyé spécial du Secrétaire général pour des problèmes d'établissements humains au Zimbabwe	98 200
Envoyé spécial du Secrétaire général pour le processus de détermination du statut futur du Kosovo	1 428 900
<i>Chapitre 24, Droits de l'homme (152 300 dollars)</i>	
Commission d'experts chargée d'examiner les crimes graves commis en 1999 au Timor oriental (S/2005/96 et S/2005/97)	152 300
<b>Total</b>	<b>7 604 800</b>

b) Engagements approuvés par le Comité consultatif comme suite à des décisions du Conseil de sécurité :

<i>Chapitre 3, Affaires politiques (8 866 200 dollars)</i>	
Commission d'enquête internationale indépendante chargée d'enquêter sur l'attentat à la bombe perpétré le 14 février 2005 à Beyrouth (résolution 1595 (2005) du Conseil de sécurité)	8 866 200
<i>Chapitre 34, Contributions du personnel (802 000 dollars)</i>	
Contributions du personnel relatives à la Commission d'enquête internationale indépendante chargée d'enquêter sur l'attentat à la bombe perpétré le 14 février 2005 à Beyrouth	802 000
<b>Total</b>	<b>9 668 200</b>

c) Engagements dont le Président de la Cour internationale de Justice a attesté qu'ils avaient trait à des dépenses imprévues de la Cour :

*Chapitre 7, Cour internationale de Justice (576 300 dollars)*

Conformément aux dispositions des sous-alinéas i), ii) et iv) de l'alinéa b) du paragraphe 1 de la résolution 58/273 de l'Assemblée générale relative aux dépenses imprévues et extraordinaires de l'exercice biennal 2004-2005 et au statut de la Cour internationale de Justice, des dépenses additionnelles ont été engagées en 2005, pour les raisons suivantes : désignation de juges ad hoc, citation de témoins et désignation d'experts et d'assesseurs; et paiement de la pension et des frais de voyage et de déménagement des juges prenant leur retraite et paiement des frais de voyage et de déménagement ainsi que de l'indemnité d'installation des membres de la Cour. Ces dépenses se répartissaient comme suit :

Désignation de juges ad hoc :

Affaire concernant la licéité de l'emploi de la force ( <i>Serbie-et-Monténégro c. Royaume-Uni</i> )	5 500
--	-------

Affaire concernant la licéité de l'emploi de la force ( <i>Serbie-et-Monténégro c. Canada</i> )	5 500
Affaire concernant la licéité de l'emploi de la force ( <i>Serbie-et-Monténégro c. Pays-Bas</i> )	5 500
Affaire concernant la licéité de l'emploi de la force ( <i>Serbie-et-Monténégro c. Italie</i> )	5 500
Affaire concernant la licéité de l'emploi de la force ( <i>Serbie-et-Monténégro c. Belgique</i> )	5 500
Affaire concernant la licéité de l'emploi de la force ( <i>Serbie-et-Monténégro c. France</i> )	5 500
Affaire concernant la licéité de l'emploi de la force ( <i>Serbie-et-Monténégro c. Allemagne</i> )	5 500
Affaire concernant la licéité de l'emploi de la force ( <i>Serbie-et-Monténégro c. Portugal</i> )	5 500
Différend frontalier (Bénin/Niger)	145 800
Activités armées sur le territoire du Congo ( <i>République démocratique du Congo c. Rwanda</i> )	25 000
Activités armées sur le territoire du Congo ( <i>République démocratique du Congo c. Ouganda</i> )	50 200
Affaire concernant certains biens ( <i>Liechtenstein c. Allemagne</i> )	35 600
Application de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide ( <i>Bosnie-Herzégovine c. Serbie-et-Monténégro</i> )	14 700
Citation de témoins et désignation d'experts :	
Différend frontalier (Bénin/Niger)	41 000
Pensions et frais de voyage et de déménagement des juges ayant pris leur retraite et indemnités d'installation	220 000
<b>Total</b>	<b>576 300</b>

d) Engagements dont le Secrétaire général a attesté qu'ils avaient trait aux mesures de sécurité :

*Chapitre 36, Sûreté et sécurité (162 300 dollars)*

Conformément à la section XI de la résolution 59/216 de l'Assemblée générale, le Secrétaire général a contracté des engagements pour financer des dépenses liées à la sécurité, représentant la part de l'Organisation dans le coût de la mise en place, à titre temporaire, d'une infrastructure régionale ad hoc en matière de sécurité dans les zones où les organismes des Nations Unies ont mené des opérations d'urgence pour venir en aide aux victimes du tsunami en Asie du Sud-Est (162 300 dollars).

## 2. Dépenses découlant de décisions d'organes directeurs

### Subvention pour le Tribunal spécial pour la Sierra Leone

*Chapitre 3, Affaires politiques (11 200 000 dollars)*

18. Dans sa résolution 59/294, l'Assemblée générale a notamment décidé d'ouvrir au chapitre 3 (Affaires politiques) du budget-programme de l'exercice biennal 2004-2005 un crédit d'un montant total de 20 millions de dollars au titre d'une subvention pour le Tribunal spécial pour la Sierra Leone, pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2005. Dans cette même résolution, l'Assemblée a autorisé le Secrétaire général, à titre de mesure exceptionnelle, à engager des dépenses d'un montant maximum de 13 millions de dollars pour compléter les ressources financières du Tribunal spécial pour la Sierra Leone pour la période du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2005.

19. Le crédit de 20 millions de dollars ouvert pour la Subvention au Tribunal spécial pour la Sierra Leone a été utilisé intégralement pour compléter les ressources de trésorerie du Tribunal pour la période du 1<sup>er</sup> mars au 1<sup>er</sup> octobre 2005.

20. Les 13 millions de dollars que le Secrétaire général avait été autorisé à engager pour la période du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2005 ont été gardés en réserve. Il est prévu que le Tribunal aura besoin de 6,2 millions de dollars pour couvrir ses besoins de trésorerie pour novembre et décembre 2005, avec un premier versement en novembre. On prévoit également qu'au 31 décembre 2005 les engagements non réglés correspondant à la période du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2005 atteindront environ 5 millions de dollars, ce qui nécessitera de nouveaux versements, à concurrence de ce montant, à compter de janvier 2006, qui porteraient à 11,2 millions de dollars le montant total des sommes versées pour couvrir les besoins de trésorerie du Tribunal. En conséquence, l'Assemblée devrait ouvrir un crédit d'un montant total de 11,2 millions de dollars au chapitre 3 (Affaires politiques) du budget-programme de l'exercice biennal 2004-2005, étant entendu que toute solde éventuellement inutilisé sera remboursé par le Tribunal au moment de sa liquidation. En conséquence, le Secrétaire général compte présenter un rapport sur l'utilisation des fonds versés au Tribunal lors de la deuxième partie de la reprise de la soixantième session de l'Assemblée générale, en 2006. Un rapport détaillé sur la subvention pour le Tribunal spécial pour la Sierra Leone fait l'objet d'un additif au présent document (A/60/572/Add.1).

### Réunion plénière de haut niveau de la soixantième session de l'Assemblée générale

*Chapitre premier, Politique, direction et coordination d'ensemble (257 100 dollars)*

*Chapitre 2, Affaires de l'Assemblée générale et services de conférence (272 000 dollars)*

*Chapitre 28, Information (181 500 dollars)*

*Chapitre 29D, Bureau des services centraux d'appui (703 600 dollars)*

21. À la 32<sup>e</sup> séance de la Cinquième Commission, le 17 décembre 2004, dans son rapport (A/59/615) sur l'état des incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/59/L.53, présenté par le Secrétaire général (A/C.5/59/25) (avant l'adoption de résolution 59/145 du 17 décembre 2004), la Cinquième Commission a informé l'Assemblée générale que, si elle décidait d'adopter le projet de résolution, la Cinquième Commission reprendrait l'examen des ressources nécessaires à sa mise

en œuvre lorsqu'elle examinerait le deuxième rapport sur l'exécution du budget-programme de l'exercice biennal 2004-2005, à la soixantième session.

22. Un montant de 1 414 200 dollars a été dépensé pour assurer le service de la Réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale (Sommet mondial de 2005) (services d'interprétation dans six langues, accréditation des médias, publications, reportages télévisés et radiodiffusés, promotion et distribution de matériaux audiovisuels, couverture photo, protocole, et personnel temporaire chargé de couvrir les réunions et de coordonner les aspects organisationnels. Les dépenses supplémentaires correspondantes ont pu être financées dans les limites des ressources déjà prévues aux quatre chapitres considérés.

### **Transferts de postes autorisés dans la résolution 58/270**

*Chapitre premier Politique, direction et coordination d'ensemble (294 400 dollars)*

*Chapitre 3, Affaires politiques (-28 100 dollars)*

*Chapitre 8, Affaires juridiques (-10 600 dollars)*

*Chapitre 9, Affaires économiques et sociales (-12 900 dollars)*

*Chapitre 10, Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement (25 600 dollars)*

*Chapitre 17, Contrôle international des drogues (-307 300 dollars)*

*Chapitre 18, Développement économique et social en Afrique (-91 800 dollars)*

*Chapitre 19, Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique (50 000 dollars)*

*Chapitre 21, Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes (-31 900 dollars)*

*Chapitre 28, Information (-12 200 dollars)*

*Chapitre 29A, Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion (-25 600 dollars)*

*Chapitre 29C, Bureau de la gestion des ressources humaines (-40 000 dollars)*

*Chapitre 29D, Bureau des services centraux d'appui (-16 900 dollars)*

*Chapitre 29F Administration, Vienne (307 300 dollars)*

23. Au paragraphe 14 de sa résolution 58/270, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général d'entreprendre, à titre expérimental, les transferts de postes qui seraient nécessaires pendant l'exercice biennal afin de faire face à l'évolution des besoins de l'Organisation dans la réalisation des programmes et activités qu'elle est chargée d'exécuter, en se conformant à une série de principes énoncés dans la résolution. Au sous-alinéa i) de l'alinéa a) du paragraphe 14, il était spécifié en particulier qu'il serait fait rapport à l'Assemblée générale dans le contexte des rapports annuels sur l'exécution du budget. Les paragraphes 51 à 54 du premier rapport sur l'exécution du budget-programme (A/59/578), ainsi que le présent document, répondent à cette demande. La suite donnée à d'autres demandes connexes énoncées dans la résolution est indiquée dans la note du Secrétaire général sur le transfert de postes (A/59/753) et dans un rapport d'ensemble sur la question qui fait l'objet d'un additif au présent document (A/60/572/Add.3).

24. Comme l'indique le rapport susmentionné (ibid., par. 8 et 9 et annexe), 17 postes en tout ont été transférés en vertu de l'autorisation donnée par l'Assemblée dans sa résolution 58/270 [1 D-1, 4 P-5, 4 P-4, 3 P-3, 4 P-2 et 1 poste d'agent des services généraux (1<sup>re</sup> classe)]. Le présent document rend compte des transferts de ressources correspondant aux 17 transferts de postes, pour lesquels il n'a pas été nécessaire de déroger aux dispositions pertinentes du Règlement financier et des

règles de gestion financière (voir *ibid.*, par. 24). Dans la mesure où tous ces transferts ont été réalisés durant l'exercice biennal, le résultat net global est nul.

25. Le tableau 6 ci-après récapitule les transferts de ressources entre chapitres du budget qui correspondent aux transferts de postes, ainsi que les autres dépenses présentées dans la section II B du présent rapport, à savoir les dépenses imprévues et extraordinaires et celles qui concernent le Tribunal spécial pour la Sierra Leone et la Réunion plénière de haut niveau de la soixantième session de l'Assemblée générale.

Tableau 6

### Récapitulation des dépenses imprévues et extraordinaires et de celles résultant de décisions d'organes directeurs

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Chapitre du budget</i>	<i>Dépenses imprévues et extraordinaires</i>	<i>Tribunal spécial pour la Sierra Leone</i>	<i>Réunion plénière de haut niveau de la soixantième session de l'Assemblée générale</i>	<i>Transferts de postes</i>	<b>Total</b>
1. Politique, direction et coordination d'ensemble	1 404,6	–	257,1	294,4	<b>1 956,1</b>
2. Affaires de l'Assemblée générale et services de conférence	–	–	272,0	–	<b>272,0</b>
3. Affaires politiques	14 914,1	11 200,0	–	(28,1)	<b>26 086,0</b>
7. Cour internationale de Justice	576,3	–	–	–	<b>576,3</b>
8. Affaires juridiques	–	–	–	(10,6)	<b>(10,6)</b>
9. Affaires économiques et sociales	–	–	–	(12,9)	<b>(12,9)</b>
10. Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement	–	–	–	25,6	<b>25,6</b>
17. Contrôle international des drogues	–	–	–	(307,3)	<b>(307,3)</b>
18. Développement économique et social en Afrique	–	–	–	(91,8)	<b>(91,8)</b>
19. Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique	–	–	–	(50,0)	<b>(50,0)</b>
21. Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes	–	–	–	(31,9)	<b>(31,9)</b>
24. Droits de l'homme	152,3	–	–	–	<b>152,3</b>
28. Information	–	–	181,5	(12,2)	<b>169,3</b>
29A. Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion	–	–	–	(25,6)	<b>(25,6)</b>
29C. Bureau de la gestion des ressources humaines	–	–	–	(40,0)	<b>(40,0)</b>
29D. Bureau des services centraux d'appui	–	–	703,6	(16,9)	<b>686,7</b>
29F. Administration, Vienne	–	–	–	307,3	<b>307,3</b>
34. Contributions du personnel	802,0	–	–	–	<b>802,0</b>
36. Sûreté et sécurité	162,3	–	–	–	<b>162,3</b>
<b>Total</b>	<b>18 011,6</b>	<b>11 200,0</b>	<b>1 414,2<sup>a</sup></b>	<b>–</b>	<b>30 625,8</b>

<sup>a</sup> Les dépenses additionnelles ont été financées dans les limites des crédits déjà ouverts aux chapitres du budget considérés.

## C. Taux d'occupation des postes et autres facteurs

*(Diminution : 151 millions de dollars)*

26. L'état 2 donne des précisions sur les écarts se rapportant aux taux d'occupation des postes et à d'autres facteurs, par objet de dépense. Sont regroupés sous cette rubrique : a) les écarts entre les taux d'occupation des postes et les hypothèses ayant servi aux prévisions révisées; b) les écarts entre, d'une part, le montant effectif moyen des coûts salariaux et des dépenses communes de personnel et, de l'autre, les coûts standard utilisés pour les prévisions révisées; et c) les ajustements apportés aux objets de dépense autres que le coût des postes pour tenir compte des dépenses déjà engagées et de celles prévues d'ici à la fin de l'exercice biennal.

27. Au total, les changements concernant cette rubrique se traduisent par une diminution nette de 151,0 millions de dollars, dont 55,5 millions pour le coût des postes et 95,5 millions pour les dépenses autres.

28. Comme le montre l'état 8, le taux moyen de vacance de postes pour la catégorie des administrateurs est passé de 5,6 % en 2004 à 6,3 % en 2005. Il a également augmenté pour la catégorie des services généraux, passant de 3,2 % en 2004 à 6,0 % en 2005.

29. Il est rappelé que dans le cas des administrateurs les chiffres effectifs de 2004 ont servi à procéder à des ajustements en novembre 2004 dans le cadre du premier rapport sur l'exécution du budget. Compte tenu des nouveaux postes approuvés pour 2005, on a retenu un taux composite de 5,9 % qui est à rapprocher du taux moyen de 6,3 % finalement enregistré. Dans le cas des services généraux, aucun ajustement n'a été apporté aux taux utilisés dans le budget, en raison du gel du recrutement imposé pour cette catégorie. Le taux effectif pour 2004 a été inférieur à celui prévu, mais celui enregistré pour 2005 (6,0 %) est supérieur au taux composite utilisé dans le budget (5,8 %). Les incidences du gel du recrutement aux postes de la catégorie des services généraux et des catégories apparentées ont été présentées dans un rapport à l'Assemblée générale (A/60/363). Comme indiqué dans ce document, le gel a imposé une charge de travail accrue aux directeurs de programme, qu'une forte rotation du personnel de ces catégories a obligés à consacrer un temps excessif au processus de recrutement. Le temps supplémentaire consacré au traitement des avis de vacance de poste d'agent des services généraux et le manque de personnel d'appui dans les services administratifs ont ralenti les procédures de recrutement, aussi bien pour les agents des services généraux que pour les administrateurs.

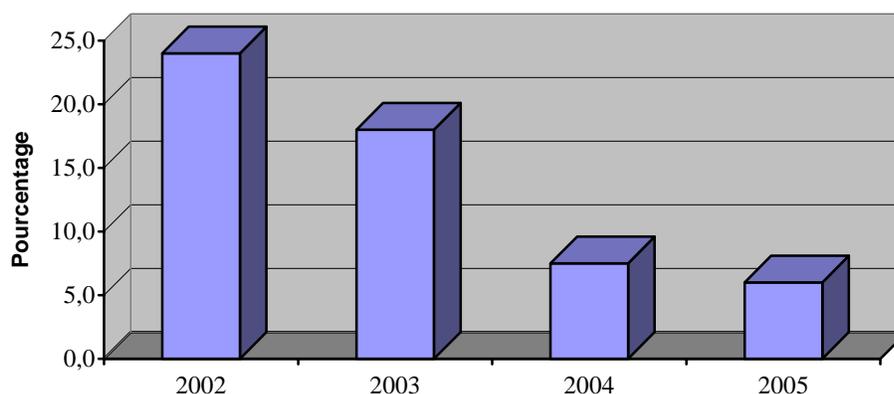
30. Dans un nombre restreint de programmes, les taux de vacance sont exceptionnellement élevés; il s'agit pour la plupart de programmes modestes ayant chacun un nombre peu important de postes autorisés et pour lesquels un petit nombre de postes vacants produit un taux de vacance supérieur à celui retenu dans le budget. Par exemple, 1 poste d'administrateur vacant sur les 10 prévus au chapitre 10 (Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement) suffirait à porter à 10 % le pourcentage de postes vacants. Il en va de même pour le chapitre 11 (Appui des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique), où 2 postes vacants sur les 19 postes d'administrateur autorisés porteraient ce pourcentage à 10,5 %.

31. Dans les quelques grands programmes ayant des taux de vacance plus élevés que prévu, des dispositions sont prises pour régler le problème. L'écart entre les

taux effectifs et ceux prévus dans les chapitres pertinents du budget s'explique par divers facteurs, y compris mais non exclusivement les délais de recrutement, de nomination et de promotion, les cessations de service et les affectations temporaires de fonctionnaires à des postes plus élevés. Les efforts se poursuivent partout dans l'Organisation pour trouver une solution globale au problème dans le cadre de la réforme de la gestion des ressources humaines. Dans le cas particulier du chapitre 36 (Sûreté et sécurité), qui est nouveau, on s'emploie actuellement à pourvoir les postes approuvés au début de 2005. Dans le cas du chapitre 18 (Développement économique et social de l'Afrique), l'impact des efforts entrepris pour réduire le pourcentage de postes vacants est illustré dans la figure 4 ci-après.

Figure 4

**Taux de vacance des postes d'administrateur autorisés  
au titre du chapitre 18 (Développement économique  
et social de l'Afrique)**



32. En général, les économies relatives aux postes ont été réalisées dans les chapitres du budget où les taux de vacance de postes effectifs ont été plus élevés que prévu. Dans certains cas, elles s'expliquent également par l'écart entre le montant moyen effectif des coûts salariaux et des dépenses communes de personnel et les coûts standard utilisés dans les prévisions révisées, ainsi que par la pratique qui consiste à confier un poste vacant à un fonctionnaire d'un grade moins élevé que ne le prévoyait le budget en attendant le recrutement d'un titulaire, ou à remplacer temporairement le personnel en mission par des fonctionnaires d'un rang souvent moins élevé que celui attribué au poste.

33. En ce qui concerne les ajustements portant sur les objets de dépense autres que les postes, et ainsi que l'indique l'état 2, une diminution nette de 95,5 millions de dollars est attendue par suite de la baisse des autres dépenses de personnel, des émoluments des non-fonctionnaires et des frais relatifs aux consultants et experts, aux voyages des représentants, aux services contractuels, aux frais généraux de fonctionnement, aux fonctions de représentation, aux fournitures et accessoires, au mobilier et au matériel, à l'amélioration des locaux et aux subventions et contributions, soit une diminution de 103,5 millions de dollars en partie annulée par une augmentation de 8,0 millions de dollars afférente aux frais de voyage du personnel et aux dépenses diverses.

34. Les dépenses autres que le coût des postes tiennent compte de la réduction globale importante relative aux missions politiques spéciales financées au moyen des crédits ouverts au chapitre 3 (Affaires politiques). Plusieurs missions sont concernées, mais les principales diminutions escomptées sont les suivantes : 46 684 300 dollars au titre de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq, dont les taux de vacance de postes élevés et les difficultés de démarrage s'expliquent par les problèmes de sécurité; 13 684 700 dollars pour la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, qui compte une forte proportion de postes vacants; 3 752 600 dollars pour l'Équipe d'appui des Nations Unies à la Commission mixte Cameroun-Nigéria, qui a également des postes vacants; 2 235 700 dollars pour le Bureau des Nations Unies au Burundi, qui a été transformé en opération de maintien de la paix; 2 494 200 dollars au titre du Bureau politique des Nations Unies pour la Somalie, dont le transfert de Nairobi en Somalie a subi des retards; 3 338 700 dollars pour la Mission préparatoire des Nations Unies au Soudan, devenue une opération de maintien de la paix; et 2 085 800 dollars pour la Direction du Comité contre le terrorisme dont les économies s'expliquent également par des postes vacants.

35. Les principales composantes de la diminution nette de 36,1 millions de dollars attendue au titre des autres dépenses de personnel sont l'ajustement de 28,8 millions de dollars apporté au chapitre 3 (Affaires politiques), qui concerne principalement les missions politiques spéciales mentionnées plus haut, et l'ajustement de 11,8 millions de dollars apporté au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et services de conférence). Le second comprend l'économie globale de 10,6 millions de dollars réalisée au titre du personnel temporaire recruté pour les réunions grâce aux initiatives prises pour rationaliser l'acheminement des documents, respecter le nombre limite de pages, regrouper des rapports, améliorer la planification et la coordination des séances, développer l'usage de l'informatique et recourir davantage à la traduction contractuelle lorsque cette formule permet d'obtenir le meilleur rapport qualité-prix. Les efforts consentis pour améliorer la planification des capacités, les prévisions relatives à la documentation et la proportion des services d'interprétation et de traduction assurés par des vacataires, en tenant compte des besoins opérationnels, notamment des délais et des normes de qualité, ont permis d'utiliser efficacement les ressources disponibles. Les autres ajustements apportés aux autres dépenses de personnel sont indiqués ci-après :

a) Au chapitre 2, les économies relatives au personnel temporaire pour les réunions comprennent 238 100 dollars provenant de la diminution des ressources nécessaires au titre des services de conférence prévus dans l'état des incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/C.3/59/L.31 relatif à la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, tel qu'il a été oralement révisé (résolution 59/262) (voir A/59/639);

b) Conformément aux résolutions de l'Assemblée générale 58/126 et 59/313, les prévisions relatives au chapitre premier (Politique, direction et coordination d'ensemble) comprennent 961 500 dollars qui serviront à financer cinq postes de personnel temporaire autre que pour les réunions [2 D-2, 1 D-1, 1 P-5, 1 agent des services généraux (autres classes)] destinés à étoffer les effectifs du Bureau du Président de l'Assemblée générale;

c) Au paragraphe 30 de sa résolution 58/270, l'Assemblée générale avait décidé de réduire de 2 millions de dollars le montant demandé pour financer les heures supplémentaires et le sursalaire de nuit et invité le Secrétaire général à fournir des précisions au sujet des ressources nécessaires à ce titre dans le contexte de son premier rapport sur l'exécution du budget. On a indiqué dans ce rapport que les dépenses, légèrement supérieures aux moyennes prévues, continueraient de faire l'objet d'un suivi très attentif et que l'on ferait le point de la situation dans le deuxième rapport sur l'exécution du budget-programme. On a prévu une augmentation globale de 3,7 millions de dollars pour l'ensemble des chapitres, en raison principalement de l'augmentation du nombre d'heures supplémentaires consécutive au gel du recrutement appliqué à la catégorie des services généraux (voir A/60/363).

36. La diminution nette de 795 000 dollars relative aux émoluments des non-fonctionnaires est due principalement à la réduction des dépenses correspondant aux pensions d'anciens juges de la Cour internationale de Justice, aux indemnités pour frais d'études et aux frais de voyage au titre du congé dans les foyers, les bénéficiaires ayant été moins nombreux que prévu, réduction en partie annulée par l'augmentation des traitements des juges résultant de la décision prise par l'Assemblée générale dans sa résolution 59/282 de relever de 6,3 % le traitement annuel des membres de la Cour à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005.

37. La diminution nette de 6,3 millions de dollars du coût des services de consultants et d'experts provient de l'ajustement du volume de ces services apporté à divers chapitres. Le plus important, qui représente 4,8 millions de dollars d'économies, est celui relatif aux missions politiques spéciales pour lesquelles des crédits sont inscrits au chapitre 3 (Affaires politiques). Au chapitre 17 (Contrôle international des drogues), la diminution des besoins s'explique par un nombre moins élevé que prévu de réunions de groupes d'experts, notamment par le report au deuxième trimestre de 2006 d'une réunion prévue en décembre 2005, et par le fait que les activités de certains experts s'autofinancent. Au chapitre 4 (Désarmement), la diminution représente l'effet conjugué de la réduction du nombre et de la durée des séances, du changement du lieu de réunion de plusieurs groupes d'experts et d'un nombre de participants moins élevé que prévu. Les économies ainsi réalisées sont partiellement annulées par le coût des services de spécialistes auxquels on a dû faire appel dans certains domaines : avis juridiques, enquêtes, services médicaux, personnel et études de la sécurité.

38. La réduction nette de 997 600 dollars relative aux frais de voyage des représentants se rapporte pour l'essentiel au chapitre premier (Politique, direction et coordination d'ensemble). Les prévisions révisées tiennent compte de la réduction pendant la période considérée du nombre effectif de membres du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et du Comité des contributions ne résidant pas sur place. Des économies ont également été réalisées au titre de la réunion tenue par le Comité mixte de la Caisse commune des pensions à Montréal (Canada) et du nombre de semaines pendant lesquelles le Comité du programme et de la coordination a siégé. Elles ont été en partie absorbées par l'augmentation du nombre de représentants des pays les moins avancés qui ont participé à la soixantième session de l'Assemblée générale. Enfin, l'économie signalée au chapitre 9 (Affaires économiques et sociales) tient au fait que des membres de commissions ou de comités n'ont pas fait valoir leur droit au remboursement par l'ONU de leurs frais de voyage.

39. L'augmentation de 3,5 millions de dollars des frais de voyage du personnel, qui se répartit entre plusieurs chapitres, est liée à la participation à des réunions et à la fourniture d'une assistance technique dans les commissions régionales. Dans le cas du chapitre 5, elle s'explique par les voyages imprévus effectués au Pakistan par des observateurs militaires à la suite du récent tremblement de terre. Au chapitre 24 (Droits de l'homme), elle est liée à la prestation de services au Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes, au Comité contre la torture et à la Commission d'enquête internationale sur le Darfour, ainsi qu'à des missions d'établissement des faits au Togo et au Sahara occidental. La hausse des dépenses résulte également des déplacements effectués pour participer à des groupes de travail interinstitutions sur la sécurité et la gestion des installations, ainsi que des voyages imprévus faits dans le contexte d'enquêtes sur les achats. Ces augmentations sont en partie compensées par des réductions à un certain nombre de chapitres, dont le chapitre 3 (Affaires politiques), le chapitre 19 (Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique) et le chapitre 36 (Sûreté et sécurité).

40. La diminution de 12,3 millions de dollars relative aux services contractuels est le résultat des ajustements apportés à plusieurs chapitres. La réduction de 10,1 millions de dollars prévue au chapitre 3 (Affaires politiques), qui concerne essentiellement les missions politiques spéciales, est due aux raisons exposées au paragraphe 34 ci-dessus. Dans le cas du chapitre 29C (Bureau de la gestion des ressources humaines), la réduction porte essentiellement sur les dépenses afférentes à la formation, les services de traitement des données, dont le volume s'est trouvé réduit du fait de retards dans la réalisation de certains projets, et les programmes de perfectionnement du personnel dont la coordination et la mise en œuvre ont été partiellement financées par les fonds affectés à l'appui au recrutement et aux affectations. La diminution des dépenses relatives au chapitre 29D (Bureau des services centraux d'appui) est due à la suppression des mesures de vérification systématique du courrier (tests et irradiation) et à la réduction du coût des services des préposés aux cabines de commande des salles de conférence consécutive à la renégociation du contrat. Au chapitre 36 (Sûreté et sécurité), la diminution résulte d'économies relatives à la formation en matière de sécurité. Les économies sont partiellement compensées par une augmentation au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et services de conférence), qui concerne en majeure partie la traduction contractuelle et les services informatiques nécessaires à la réalisation d'un projet visant à améliorer le Système de diffusion électronique des documents (SEDOC) afin de faciliter la gestion intégrée des services de conférence à l'échelle mondiale, et une autre au chapitre 18 (Développement économique et social de l'Afrique), qui résulte de l'accord conclu avec le Centre international de calcul (CCI) pour la prestation de divers services techniques (opérations du Système intégré de gestion, service d'assistance et mise au point de solutions informatiques).

41. Les frais généraux de fonctionnement devraient être inférieurs de 12,0 millions de dollars au montant prévu. Les ajustements apportés au chapitre 3 (Affaires politiques), qui concernent principalement les missions politiques spéciales, se traduisent par une diminution nette de 12,8 millions de dollars. On constate également une baisse des besoins par rapport aux prévisions dans le cas des services de conférence (traitement des données et bureautique), de Genève (services de distribution, traitement des données et bureautique, et assurances générales) et de la Commission économique pour l'Afrique (frais de fonctionnement des bureaux sous-

régionaux, location et entretien du mobilier et du matériel, communications, frais bancaires et assurances). Des économies ont également été réalisées au chapitre 36 (Sûreté et sécurité) au titre de la location et de l'entretien des locaux, des communications et de l'entretien du mobilier et du matériel, en raison des délais de recrutement du personnel. Les économies ont été en partie annulées par l'augmentation des dépenses inscrites au chapitre 29D (Bureau des services centraux d'appui) au titre de la location et de l'entretien des locaux (frais de réparation des ascenseurs), des services de distribution et de l'entretien du matériel de bureautique et d'informatique. On enregistre également une augmentation des dépenses inscrites au chapitre 5 (Opérations de maintien de la paix) au titre des frais de location et d'entretien, des communications et des services divers. À Nairobi, l'augmentation, qui concerne les services de distribution, les frais bancaires, les assurances générales et la location et l'entretien des locaux, est due au fait que les travaux d'entretien et les travaux de construction en cours sont plus importants que prévu. Enfin, la hausse des frais généraux de fonctionnement est également imputable à l'augmentation des dépenses relatives aux locaux des centres d'information des Nations Unies (loyer, entretien, services de distribution et autres charges) et au coût des réparations imprévues auxquelles on a dû procéder d'urgence dans plusieurs centres.

42. Les dépenses de représentation ont été plus faibles que prévu, la diminution de 355 700 dollars étant répartie sur plusieurs chapitres.

43. La diminution nette de 4,0 millions de dollars relative aux fournitures et aux accessoires résulte en grande partie du contrôle plus strict auquel continuent d'être soumis les achats de fournitures, comme celles qui servent à l'imprimerie et à la photocopie, de papier et de livres, et de la réduction des besoins en fournitures informatiques et en fournitures et accessoires de bureau. Les économies importantes réalisées au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et services de conférence) au titre des fournitures pour l'atelier de reproduction sont le produit à la fois d'investissements dans les technologies (SEDOC et impression à la demande) et de diverses mesures de rationalisation des services de conférence consistant notamment à regrouper des rapports et à faire respecter le nombre limite de pages. La diminution constatée au chapitre 28 (Information) tient au fait que les besoins ont été plus faibles que prévu en ce qui concerne les fournitures pour l'atelier de reproduction, les services d'information et la bibliothèque et les ouvrages de bibliothèque, et au contrôle rigoureux exercé sur les achats de fournitures de bureau. La diminution globale est également due en partie à une utilisation plus intensive des services d'information en ligne et des moyens de diffusion électronique des documents d'information.

44. La diminution de 12,6 millions de dollars des achats de mobilier et de matériel résulte principalement de la modification des besoins opérationnels des missions politiques spéciales dont les dépenses sont imputées au chapitre 3 (Affaires politiques). Les achats de mobilier de bureau, de matériel informatique et de matériel de communication effectués par les services centraux d'appui à New York ont également été plus faibles que prévu. Les achats de matériel de bureautique et de logiciels ont aussi été inférieurs aux prévisions à la Commission économique pour l'Afrique, celle-ci ayant fait appel aux services du CCI et mis au point des solutions informatiques. Les diminutions ont été en partie annulées par l'augmentation des dépenses associées à l'installation d'écrans dans les salles de réunion de New York, Genève et Nairobi, aux achats de mobilier et de matériel de bureautique à la

Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale et à la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, au déménagement dans de nouveaux locaux des centres d'information des Nations Unies à Katmandou et à Manille et à la mise à niveau du matériel informatique équipant les bibliothèques des centres d'information dans 30 pays en développement.

45. La diminution nette de 9,2 millions de dollars des crédits requis pour l'amélioration des locaux concerne principalement les missions politiques spéciales dont les dépenses sont imputées au chapitre 3. La principale réduction a trait à la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq : la décision de reporter plusieurs projets de construction en raison des problèmes de sécurité devrait se traduire par une économie de 8,9 millions de dollars. Des économies ont aussi été réalisées à Genève, le montant des soumissions des prestataires ayant été moins élevé que prévu, ainsi qu'à la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, qui a dû reporter certains projets en raison des retards enregistrés dans l'exécution de travaux relatifs à la sécurité et dans la passation des marchés. Les économies ont été en partie annulées par les dépenses supplémentaires qu'on a dû engager pour effectuer d'urgence des travaux imprévus à Genève et pour améliorer la sécurité dans les bureaux de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient à Gaza et à Amman et dans ses bureaux extérieurs.

46. La réduction nette du montant des subventions et contributions (8,9 millions) résulte des ajustements concernant les contributions à des activités cofinancées et les services du CCI apportés à divers chapitres. Dans le cas du chapitre 36, la part de l'ONU dans le coût des dispositifs de sécurité sur le terrain et à Vienne a été revue à la baisse compte tenu des dépenses effectives. Une autre raison de la réduction est l'utilisation moins importante que prévu des services du CCI par des entités basées à Genève (la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et l'Office des Nations Unies à Genève). À Vienne, les économies s'expliquent par un usage plus intensif des moyens de diffusion électronique des documents, qui a permis de réduire le recours aux services communs d'imprimerie, et par le coût plus faible que prévu des services communs de gestion des installations fournis par l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et des services informatiques communs. Les réductions sont en partie annulées par les dépenses supplémentaires prévues au chapitre 2, pour les services de conférence à Vienne, et au chapitre 29D, en raison de retards dans le transfert sur d'autres systèmes de certaines applications exploitées sur macro-ordinateur.

47. L'augmentation nette des dépenses diverses (4,5 millions de dollars) provient essentiellement de la révision à la hausse des contributions du personnel, compte tenu de leur montant effectif.

48. Depuis l'exercice biennal 1998-1999, une présentation uniforme a été adoptée pour les dépenses relatives aux activités qui ne sont pas entièrement à la charge de l'Organisation et dont le coût est partagé entre celle-ci et d'autres entités. Les montants nets des ressources nécessaires, c'est-à-dire la part de l'Organisation dans le coût de ces activités, qui concernent les chapitres 2 (Affaires de l'Assemblée générale et services de conférence), 31 (Activités administratives financées en commun) et 36 (Sûreté et sécurité), ont été pris en considération dans l'analyse du montant global définitif du budget-programme de l'exercice 2004-2005 présentée

ci-dessus et dans les chiffres indiqués dans les états 1 à 3 aux fins de l'ouverture des crédits.

49. Le montant brut définitif du budget prévu pour chacune des activités dont le coût net pour l'ONU est inclus dans le budget-programme se présente comme suit : Corps commun d'inspection, 10 395 700 dollars; Commission de la fonction publique internationale, 14 181 500 dollars; secrétariat du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination, 4 493 500 dollars; services de conférence et services de sécurité à l'Office des Nations Unies à Vienne, 51 781 000 dollars et 30 205 700 dollars, respectivement; et dispositif de sécurité sur le terrain, 101 974 600 dollars, y compris la prime d'assurance contre les actes de violence.

#### D. Engagements non réglés

50. À la fin d'octobre 2005, le montant des engagements non réglés s'élevait à 154,3 millions de dollars. Ce chiffre changera encore d'ici à la clôture des comptes. À cet égard, on ne peut envisager d'établir une comparaison valable avec les engagements non réglés figurant dans les rapports sur l'exécution du budget des opérations de maintien de la paix, ceux-ci étant normalement établis après la clôture de l'exercice financier considéré, date à laquelle on connaît le montant effectif des engagements non réglés.

### III. Chapitres des recettes

51. Le montant total de l'augmentation enregistrée au titre des chapitres des recettes s'élève à 20,5 millions de dollars; une ventilation par chapitre en est donnée dans le tableau 7 ci-dessous.

Tableau 7

#### Récapitulation des modifications prévues aux chapitres des recettes

(En millions de dollars des États-Unis)

<i>Chapitre des recettes</i>	<i>Prévisions de recettes approuvées</i>	<i>Augmentation/ (diminution)</i>	<i>Prévisions de recettes révisées</i>
1. Recettes provenant des contributions du personnel	422,0	11,0	433,0
2. Recettes générales	24,0	7,7	31,7
3. Services destinés au public	4,2	1,8	6,0
<b>Total</b>	<b>450,2</b>	<b>20,5</b>	<b>470,7</b>

#### *Chapitre premier des recettes. Recettes provenant des contributions du personnel*

52. L'augmentation des recettes provenant des contributions du personnel, soit 11 millions de dollars, est le résultat combiné de l'accroissement du montant des décaissements effectués au chapitre correspondant des dépenses et de la diminution du montant des contributions du personnel retenues sur les émoluments des

fonctionnaires dont la rémunération est imputée sur le produit des activités productrices de recettes au chapitre 3 des recettes.

#### *Chapitre 2 des recettes. Recettes générales*

53. L'augmentation enregistrée au chapitre 2 des recettes est essentiellement due à l'accroissement de 9 millions de dollars du montant des intérêts bancaires perçus, une évolution qui est conforme à la hausse effective et continue des taux enregistrée depuis quelque temps. Elle s'explique également par une augmentation des recettes provenant de la location de locaux, du remboursement de dépenses d'exercices antérieurs et des services de télévision et autres. D'un montant total de 10 millions de dollars, l'augmentation des recettes générales est partiellement annulée par une baisse de 2,3 millions de dollars des recettes provenant du remboursement des services fournis à des institutions spécialisées et à d'autres organismes, de la vente de matériel usagé et de sources diverses, d'où un accroissement global de 7,7 millions de dollars.

#### *Chapitre 3 des recettes. Services destinés au public*

54. L'augmentation de 1 760 000 dollars constatée au chapitre 3 des recettes est le résultat combiné d'une diminution des recettes totales (moins 1,9 million) et d'une baisse plus forte des dépenses (moins 3,7 millions). Les recettes provenant des services destinés aux visiteurs ont augmenté d'environ un million de dollars du fait de la hausse de la fréquentation au Siège et à l'Office des Nations Unies à Vienne. De même, les recettes provenant des services de restauration et d'autres activités commerciales ont respectivement augmenté de 1,5 million et 300 000 dollars, ce qui s'explique dans le premier cas par la pleine exécution du nouveau contrat de restauration en vigueur au Siège et, dans le second, en grande partie par l'accroissement du taux d'utilisation du centre de conférences de la CESAP; les recettes provenant de l'exploitation des garages ont enregistré une hausse qui est minime. Ces augmentations sont partiellement annulées par le fait que les recettes provenant de la vente de publications, d'articles philatéliques et de données statistiques et démographiques ont été plus faibles que prévu. Pour ce qui est des dépenses, le réaménagement des activités philatéliques, une augmentation du taux de vacance des postes d'agent des services généraux et des catégories apparentées et la baisse des ventes d'articles ont entraîné une réduction des coûts d'un montant de 3,7 millions de dollars par rapport aux prévisions.

## **IV. Indemnités versées en vertu d'arrêts du Tribunal administratif des Nations Unies**

55. Conformément à la résolution 52/220 de l'Assemblée générale en date du 22 décembre 1997, les dépenses d'un montant total de 748 997 dollars occasionnées par l'indemnisation de fonctionnaires en application d'arrêts du Tribunal administratif des Nations Unies sont comprises dans le montant définitif des dépenses prévues pour l'exercice biennal 2004-2005.

**Récapitulatif des prévisions de dépenses, par chapitre budgétaire et par facteur de variation**

(En millions de dollars des États-Unis)

Chapitre	Montant révisé des crédits ouverts pour 2004-2005	Modifications prévues				Total	Crédits définitifs pour 2004-2005 (montant proposé)
		Taux de change	Inflation	Dépenses imprévues et extraordinaires et décisions des organes directeurs	Taux d'occupation des postes et autres facteurs		
1. Politique, direction et coordination d'ensemble	61 543,2	97,5	405,6	1 956,1	(543,7)	<b>1 915,5</b>	63 458,7
2. Affaires de l'Assemblée générale et services de conférence	560 256,5	3 028,8	2 343,0	272,0	(10 222,6)	<b>(4 578,8)</b>	555 677,7
3. Affaires politiques	550 611,5	47,8	532,0	26 086,0	(86 513,1)	<b>(59 847,3)</b>	490 764,2
4. Désarmement	18 739,9	36,7	100,0	–	(1 175,0)	<b>(1 038,3)</b>	17 701,6
5. Opérations de maintien de la paix	92 859,8	415,3	89,6	–	(4 508,2)	<b>(4 003,3)</b>	88 856,5
6. Utilisations pacifiques de l'espace	5 903,9	67,8	(24,9)	–	(105,1)	<b>(62,2)</b>	5 841,7
7. Cour internationale de Justice	34 936,0	1 670,1	0,5	576,3	(3 352,0)	<b>(1 105,1)</b>	33 830,9
8. Affaires juridiques	40 634,0	65,7	321,8	(10,6)	(501,6)	<b>(124,7)</b>	40 509,3
9. Affaires économiques et sociales	143 027,7	–	1 365,1	(12,9)	(3 477,0)	<b>(2 124,8)</b>	140 902,9
10. Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement	4 358,6	–	27,9	25,6	(314,1)	<b>(260,6)</b>	4 098,0
11. Appui des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique	9 575,0	(1,1)	93,8	–	(1 399,5)	<b>(1 306,8)</b>	8 268,2
12. Commerce et développement	114 802,3	1 342,3	(964,6)	–	(3 584,8)	<b>(3 207,1)</b>	111 595,2
13. Centre du commerce international CNUCED/OMC	26 136,3	313,7	(12,6)	–	(841,4)	<b>(540,3)</b>	25 596,0
14. Environnement	10 915,8	241,6	(4,4)	–	(118,4)	<b>118,8</b>	11 034,6
15. Établissements humains	16 012,8	408,1	10,5	–	(480,5)	<b>(61,9)</b>	15 950,9
16. Prévention du crime et justice pénale	10 040,2	116,9	(45,6)	–	587,0	<b>658,3</b>	10 698,5
17. Contrôle international des drogues	21 476,1	231,1	(42,5)	(307,3)	(555,6)	<b>(674,3)</b>	20 801,8
18. Développement économique et social en Afrique	96 242,0	(61,1)	2 156,7	(91,8)	(4 166,6)	<b>(2 162,8)</b>	94 079,2
19. Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique	65 067,1	941,6	855,7	(50,0)	1 544,4	<b>3 291,7</b>	68 358,8
20. Développement économique en Europe	54 761,8	642,9	(539,1)	–	896,0	<b>999,8</b>	55 761,6
21. Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes	85 371,4	2 852,5	(818,1)	(31,9)	(3 153,6)	<b>(1 151,1)</b>	84 220,3
22. Développement économique et social en Asie occidentale	50 995,6	40,7	135,7	–	(1 038,8)	<b>(862,4)</b>	50 133,2

Chapitre	Montant révisé des crédits ouverts pour 2004-2005	Modifications prévues				Taux d'occupation des postes et autres facteurs	Total	Crédits définitifs pour 2004-2005 (montant proposé)
		Taux de change	Inflation	Dépenses imprévues et extraordinaires et décisions des organes directeurs				
23. Programme ordinaire de coopération technique	42 871,5	–	–	–	–	–	42 871,5	
24. Droits de l'homme	64 571,3	735,6	(377,5)	152,3	(3 212,1)	<b>(2 701,7)</b>	61 869,6	
25. Opérations de protection et d'assistance en faveur des réfugiés	66 243,9	811,2	(29,1)	–	(6,6)	<b>775,5</b>	67 019,4	
26. Réfugiés de Palestine	34 641,0	143,6	74,0	–	1 080,1	<b>1 297,7</b>	35 938,7	
27. Aide humanitaire	24 275,3	85,0	19,5	–	(464,3)	<b>(359,8)</b>	23 915,5	
28. Information	162 322,6	104,5	1 401,4	691,4	(3 081,1)	<b>(883,8)</b>	161 438,8	
29A. Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion	11 518,0	–	140,6	(25,6)	89,5	<b>204,5</b>	11 722,5	
29B. Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité	29 460,1	–	401,9	–	(931,3)	<b>(529,4)</b>	28 930,7	
29C. Bureau de la gestion des ressources humaines	58 562,3	–	627,7	(40,0)	(1 664,4)	<b>(1 076,7)</b>	57 485,6	
29D. Bureau des services centraux d'appui	229 894,3	–	2 242,7	164,6	(4 307,6)	<b>(1 900,3)</b>	227 994,0	
29E. Administration (Genève)	102 173,3	1 188,2	(159,2)	–	(943,2)	<b>85,8</b>	102 259,1	
29F. Administration (Vienne)	32 025,3	373,3	269,7	307,3	(873,9)	<b>76,4</b>	32 101,7	
29G. Administration (Nairobi)	13 512,5	351,9	154,5	–	1 515,3	<b>2 021,7</b>	15 534,2	
30. Contrôle interne	24 187,0	105,8	111,1	–	(643,8)	<b>(426,9)</b>	23 760,1	
31. Activités administratives financées en commun	10 445,2	9,7	57,8	–	57,3	<b>124,8</b>	10 570,0	
32. Dépenses spéciales	81 255,9	136,4	261,9	–	537,8	<b>936,1</b>	82 192,0	
33. Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien	104 566,6	566,3	474,1	–	(814,7)	<b>225,7</b>	104 792,3	
34. Contributions du personnel	417 544,8	1 224,6	5 311,5	802,0	4 468,1	<b>11 806,2</b>	429 351,0	
35. Compte pour le développement	13 065,0	–	–	–	–	–	13 065,0	
36. Sûreté et sécurité	140 105,4	888,3	2 231,8	162,3	(18 795,9)	<b>(15 513,5)</b>	124 591,9	
<b>Total (montant brut)</b>	<b>3 737 508,8</b>	<b>19 223,3</b>	<b>19 200,5</b>	<b>30 625,8</b>	<b>(151 015,0)</b>	<b>(81 965,4)</b>	<b>3 655 543,4</b>	

## État 2

**Récapitulatif des prévisions de dépenses, par objet de dépense et par facteur de variation**

(En millions de dollars des États-Unis)

<i>Objet de dépense</i>	<i>Montant révisé des crédits ouverts pour 2004-2005</i>	<i>Taux de change</i>	<i>Inflation</i>	<i>Modifications prévues</i>		<b>Total</b>	<i>Crédits définitifs pour 2004-2005 (montant proposé)</i>
				<i>Dépenses imprévues et extraordinaires et décisions des organes directeurs</i>	<i>Taux d'occupation des postes et autres facteurs</i>		
Postes	1 801 330,1	11 777,3	10 404,9	—	(55 530,6)	<b>(33 348,4)</b>	1 767 981,7
Autres dépenses de personnel	410 044,1	732,8	491,2	7 712,2	(36 083,7)	<b>(27 147,5)</b>	382 896,6
Émoluments des non-fonctionnaires	9 251,8	1 372,4	3,0	535,3	(795,0)	<b>1 115,7</b>	10 367,5
Consultants et experts	42 216,5	123,8	135,0	1 468,3	(6 271,6)	<b>(4 544,5)</b>	37 672,0
Voyages de représentants	19 970,7	—	86,9	82,2	(997,6)	<b>(828,5)</b>	19 142,2
Voyages de fonctionnaires	49 509,7	—	115,2	2 674,5	3 539,8	<b>6 329,5</b>	55 839,2
Services contractuels	115 520,7	185,2	420,3	586,8	(12 290,1)	<b>(11 097,8)</b>	104 422,9
Frais généraux de fonctionnement	305 487,1	938,2	857,9	2 794,5	(12 009,2)	<b>(7 418,6)</b>	298 068,5
Dépenses de représentation	1 343,8	4,7	4,8	9,0	(355,7)	<b>(337,2)</b>	1 006,6
Fournitures et accessoires	45 329,8	197,3	145,1	71,5	(4 039,1)	<b>(3 625,2)</b>	41 704,6
Mobilier et matériel	114 098,2	196,8	256,5	2 526,5	(12 586,4)	<b>(9 606,6)</b>	104 491,6
Amélioration des locaux	121 215,4	571,9	466,3	—	(9 210,9)	<b>(8 172,7)</b>	113 042,7
Subventions et contributions	241 768,1	1 898,3	508,4	11 363,0	(8 853,0)	<b>4 916,7</b>	246 684,8
Dépenses diverses	460 422,8	1 224,6	5 305,0	802,0	4 468,1	<b>11 799,7</b>	472 222,5
<b>Total</b>	<b>3 737 508,8</b>	<b>19 223,3</b>	<b>19 200,5</b>	<b>30 625,8</b>	<b>(151 015,0)</b>	<b>(81 965,4)</b>	<b>3 655 543,4</b>

## État 3

**Récapitulatif des prévisions de dépenses chapitre par chapitre, par objet de dépense et par facteur de variation**

(En milliers de dollars des États-Unis)

Chapitre	Montant révisé des crédits ouverts pour 2004–2005	Modifications prévues				Total	Crédits définitifs pour 2004–2005 (montant proposé)
		Taux de change	Inflation	Dépenses imprévues et extraordinaires et décisions des organes directeurs	Taux d'occupation des postes et autres facteurs		
<b>1. Politique, direction et coordination d'ensemble</b>							
Postes	34 814,2	94,4	301,4	294,4	(1 200,0)	<b>(509,8)</b>	34 304,4
Autres dépenses de personnel	1 465,9	0,8	13,1	742,9	1 121,8	<b>1 878,6</b>	3 344,5
Émoluments des non-fonctionnaires	404,1	–	–	–	–	–	404,1
Consultants et experts	160,1	–	0,6	20,9	228,5	<b>250,0</b>	410,1
Voyages des représentants	6 916,0	–	23,2	–	(792,0)	<b>(768,8)</b>	6 147,2
Voyages du personnel	3 098,0	–	14,6	456,8	397,7	<b>869,1</b>	3 967,1
Services contractuels	4 344,7	0,1	15,0	–	(19,6)	<b>(4,5)</b>	4 340,2
Frais généraux de fonctionnement	1 042,0	0,7	5,1	432,5	102,1	<b>540,4</b>	1 582,4
Dépenses de représentation	446,6a	0,6	1,7	–	(90,7)	<b>(88,4)</b>	358,2
Fournitures et accessoires	135,4	0,2	0,6	0,5	23,5	<b>24,8</b>	160,2
Mobilier et matériel	236,9	0,5	1,1	8,1	(35,8)	<b>(26,1)</b>	210,8
Subventions et contributions	8 479,3	0,2	29,2	–	(279,2)	<b>(249,8)</b>	8 229,5
<b>Total partiel</b>	<b>61 543,2</b>	<b>97,5</b>	<b>405,6</b>	<b>1 956,1</b>	<b>(543,7)</b>	<b>1 915,5</b>	<b>63 458,7</b>
<b>2. Affaires de l'Assemblée générale et services de conférence</b>							
Postes	426 108,5	2 080,2	1 986,1	–	(1 673,3)	<b>2 393,0</b>	428 501,5
Autres dépenses de personnel	61 175,0	282,0	96,1	–	(11 758,7)	<b>(11 380,6)</b>	49 794,4
Voyages des représentants	300,5	–	0,6	–	11,1	<b>11,7</b>	312,2
Voyages du personnel	339,8	–	1,1	272,0	121,1	<b>394,2</b>	734,0
Services contractuels	8 847,0	36,7	28,3	–	3 187,8	<b>3 252,8</b>	12 099,8
Frais généraux de fonctionnement	7 422,7	36,5	30,2	–	(833,3)	<b>(766,6)</b>	6 656,1
Dépenses de représentation	7,5	–	–	–	–	–	7,5

Chapitre	Modifications prévues					Total	Crédits définitifs pour 2004–2005 (montant proposé)
	Montant révisé des crédits ouverts pour 2004–2005	Taux de change	Inflation	Dépenses imprévues et extraordinaires et décisions des organes directeurs	Taux d'occupation des postes et autres facteurs		
Fournitures et accessoires	10 118,4	31,6	28,6	–	(1 865,8)	<b>(1 805,6)</b>	8 312,8
Mobilier et matériel	6 687,7	35,4	27,2	–	1 342,1	<b>1 404,7</b>	8 092,4
Subventions et contributions	39 249,4	526,4	144,8	–	1 246,4	<b>1 917,6</b>	41 167,0
<b>Total partiel</b>	<b>560 256,5</b>	<b>3 028,8</b>	<b>2 343,0</b>	<b>272,0</b>	<b>(10 222,6)</b>	<b>(4 578,8)</b>	<b>555 677,7</b>
3. Affaires politiques							
Postes	59 864,0	41,1	519,0	(28,1)	(4 664,1)	<b>(4 132,1)</b>	55 731,9
Autres dépenses de personnel	222 441,9	0,5	2,9	6 695,7	(28 845,0)	<b>(22 145,9)</b>	200 296,0
Émoluments des non-fonctionnaires	3,2	–	–	–	(3,2)	<b>(3,2)</b>	–
Consultants et experts	21 025,1	0,1	(0,5)	1 406,4	(4 846,9)	<b>(3 440,9)</b>	17 584,2
Voyages des représentants	1 387,7	–	4,1	26,4	9,2	<b>39,7</b>	1 427,4
Voyages du personnel	17 351,6	–	6,6	1 919,1	(591,8)	<b>1 333,9</b>	18 685,5
Services contractuels	25 892,1	0,2	1,6	20,0	(10 146,3)	<b>(10 124,5)</b>	15 767,6
Frais généraux de fonctionnement	84 814,4	4,7	(2,6)	2 248,1	(12 840,6)	<b>(10 590,4)</b>	74 224,0
Dépenses de représentation	269,5	0,2	0,2	9,0	(61,0)	<b>(51,6)</b>	217,9
Fournitures et accessoires	13 174,5	1,0	(0,8)	71,0	(1 364,3)	<b>(1 293,1)</b>	11 881,4
Mobilier et matériel	66 848,3	–	1,5	2 518,4	(13 887,6)	<b>(11 367,7)</b>	55 480,6
Amélioration des locaux	15 923,3	–	–	–	(8 793,1)	<b>(8 793,1)</b>	7 130,2
Subventions et contributions	21 615,9	–	–	11 200,0	(478,4)	<b>10 721,6</b>	32 337,5
Dépenses diverses	–	–	–	–	–	–	–
<b>Total partiel</b>	<b>550 611,5</b>	<b>47,8</b>	<b>532,0</b>	<b>26 086,0</b>	<b>(86 513,1)</b>	<b>(59 847,3)</b>	<b>490 764,2</b>
4. Désarmement							
Postes	13 778,7	29,4	84,3	–	(477,3)	<b>(363,6)</b>	13 415,1
Autres dépenses de personnel	482,0	–	2,3	–	32,5	<b>34,8</b>	516,8
Consultants et experts	1 866,3	–	6,4	–	(642,7)	<b>(636,3)</b>	1 230,0
Voyages du personnel	312,2	–	0,9	–	63,9	<b>64,8</b>	377,0
Services contractuels	12,8	–	0,1	–	(4,3)	<b>(4,2)</b>	8,6
Frais généraux de fonctionnement	268,8	–	0,9	–	(35,3)	<b>(34,4)</b>	234,4

Chapitre	Montant révisé des crédits ouverts pour 2004–2005	Modifications prévues				Total	Crédits définitifs pour 2004–2005 (montant proposé)
		Taux de change	Inflation	Dépenses imprévues et extraordinaires et décisions des organes directeurs	Taux d'occupation des postes et autres facteurs		
Dépenses de représentation	14,6	–	–	–	–	–	14,6
Fournitures et accessoires	42,6	–	0,1	–	(7,0)	(6,9)	35,7
Mobilier et matériel	201,5	0,2	0,8	–	(39,4)	(38,4)	163,1
Subventions et contributions	1 760,4	7,1	4,2	–	(65,4)	(54,1)	1 706,3
<b>Total partiel</b>	<b>18 739,9</b>	<b>36,7</b>	<b>100,0</b>	<b>–</b>	<b>(1 175,0)</b>	<b>(1 038,3)</b>	<b>17 701,6</b>
5. Opérations de maintien de la paix							
Postes	62 086,4	314,7	154,7	–	(7 798,1)	(7 328,7)	54 757,7
Autres dépenses de personnel	12 780,1	15,6	(20,6)	–	72,5	67,5	12 847,6
Consultants et experts	–	–	–	–	105,9	105,9	105,9
Voyages du personnel	3 369,2	–	11,6	–	1 137,3	1 148,9	4 518,1
Services contractuels	15,4	–	–	–	5,7	5,7	21,1
Frais généraux de fonctionnement	7 622,1	65,7	(45,9)	–	1 322,9	1 342,7	8 964,8
Dépenses de représentation	18,0	–	–	–	–	–	18,0
Fournitures et accessoires	2 094,5	19,3	(10,1)	–	180,7	189,9	2 284,4
Mobilier et matériel	4 853,0	–	–	–	485,9	485,9	5 338,9
Subventions et contributions	21,1	–	(0,1)	–	(21,0)	(21,1)	–
<b>Total partiel</b>	<b>92 859,8</b>	<b>415,3</b>	<b>89,6</b>	<b>–</b>	<b>(4 508,2)</b>	<b>(4 003,3)</b>	<b>88 856,5</b>
6. Utilisations pacifiques de l'espace							
Postes	4 734,7	57,9	(31,2)	–	(80,7)	(54,0)	4 680,7
Autres dépenses de personnel	36,8	0,5	0,3	–	(17,5)	(16,7)	20,1
Consultants et experts	14,6	0,2	0,1	–	(0,8)	(0,5)	14,1
Voyages du personnel	123,5	–	0,5	–	51,7	52,2	175,7
Services contractuels	75,5	0,9	0,6	–	(14,4)	(12,9)	62,6
Fais généraux de fonctionnement	62,1	0,7	0,4	–	(12,7)	(11,6)	50,5

Chapitre	Montant révisé des crédits ouverts pour 2004–2005	Modifications prévues				Total	Crédits définitifs pour 2004–2005 (montant proposé)
		Taux de change	Inflation	Dépenses imprévues et extraordinaires et décisions des organes directeurs	Taux d'occupation des postes et autres facteurs		
Dépenses de représentation	3,6	0,1	–	–	(0,1)	–	3,6
Mobilier et matériel	58,1	0,6	0,4	–	(18,5)	(17,5)	40,6
Subventions et contributions	795,0	6,9	4,0	–	(12,1)	(1,2)	793,8
<b>Total partiel</b>	<b>5 903,9</b>	<b>67,8</b>	<b>(24,9)</b>	<b>–</b>	<b>(105,1)</b>	<b>(62,2)</b>	<b>5 841,7</b>
7. Cour internationale de Justice							
Postes	19 843,6	214,2	4,3	–	(2 138,7)	(1 920,2)	17 923,4
Autres dépenses de personnel	1 920,2	23,6	(2,0)	–	(437,9)	(416,3)	1 503,9
Émoluments des non-fonctionnaires	7 755,5	1 372,4	–	535,3	(738,5)	1 169,2	8 924,7
Consultants et experts	38,9	1,3	0,1	41,0	(7,2)	35,2	74,1
Voyages du personnel	79,5	–	0,3	–	(22,4)	(22,1)	57,4
Services contractuels	1 038,0	12,1	(1,2)	–	134,1	145,0	1 183,0
Frais généraux de fonctionnement	3 267,1	37,0	0,3	–	(31,5)	5,8	3 272,9
Dépenses de représentation	18,9	0,3	–	–	(1,0)	(0,7)	18,2
Fournitures et accessoires	409,2	4,8	(0,5)	–	(36,2)	(31,9)	377,3
Mobilier et matériel	565,1	4,4	(0,8)	–	(72,7)	(69,1)	496,0
<b>Total partiel</b>	<b>34 936,0</b>	<b>1 670,1</b>	<b>0,5</b>	<b>576,3</b>	<b>(3 352,0)</b>	<b>(1 105,1)</b>	<b>33 830,9</b>
8. Affaires juridiques							
Postes	33 322,2	55,6	294,5	(10,6)	(238,6)	100,9	33 423,1
Autres dépenses de personnel	190,4	–	0,6	–	(0,5)	0,1	190,5
Émoluments des non-fonctionnaires	0,2	–	–	–	(0,1)	(0,1)	0,1
Consultants et experts	711,0	4,4	3,3	–	(183,9)	(176,2)	534,8
Voyages des représentants	1 997,8	–	6,6	–	91,3	97,9	2 095,7
Voyages du personnel	943,3	–	3,4	–	4,1	7,5	950,8
Services contractuels	1 948,6	2,6	7,1	–	(295,4)	(285,7)	1 662,9
Frais généraux de fonctionnement	621,1	0,9	2,6	–	(7,9)	(4,4)	616,7

Chapitre	Montant révisé des crédits ouverts pour 2004–2005	Modifications prévues				Total	Crédits définitifs pour 2004–2005 (montant proposé)
		Taux de change	Inflation	Dépenses imprévues et extraordinaires et décisions des organes directeurs	Taux d'occupation des postes et autres facteurs		
Dépenses de représentation	8,3	–	–	–	–	–	8,3
Fournitures et accessoires	220,1	1,7	1,3	–	(4,5)	(1,5)	218,6
Mobilier et matériel	263,8	0,5	1,2	–	152,9	154,6	418,4
Subventions et contributions	407,2	–	1,2	–	(19,0)	(17,8)	389,4
<b>Total partiel</b>	<b>40 634,0</b>	<b>65,7</b>	<b>321,8</b>	<b>(10,6)</b>	<b>(501,6)</b>	<b>(124,7)</b>	<b>40 509,3</b>
9. Affaires économiques et sociales							
Postes	124 610,8	–	1 306,4	(12,9)	(2 714,5)	(1 421,0)	123 189,8
Autres dépenses de personnel	1 325,1	–	5,1	–	(68,6)	(63,5)	1 261,6
Émoluments des non-fonctionnaires	0,2	–	–	–	(0,1)	(0,1)	0,1
Consultants et experts	4 322,1	–	15,3	–	(30,1)	(14,8)	4 307,3
Voyages des représentants	3 390,4	–	11,6	–	(289,7)	(278,1)	3 112,3
Voyages du personnel	2 191,5	–	7,8	–	324,2	332,0	2 523,5
Services contractuels	1 077,3	–	3,5	–	(26,3)	(22,8)	1 054,5
Frais généraux de fonctionnement	2 581,6	–	8,7	–	(151,6)	(142,9)	2 438,7
Dépenses de représentation	23,3	–	–	–	–	–	23,3
Fournitures et accessoires	309,4	–	1,1	–	(1,2)	(0,1)	309,3
Mobilier et matériel	837,4	–	3,2	–	27,7	30,9	868,3
Amélioration des locaux	–	–	–	–	1,1	1,1	1,1
Subventions et contributions	2 358,6	–	2,4	–	(547,9)	(545,5)	1 813,1
<b>Total partiel</b>	<b>143 027,7</b>	<b>–</b>	<b>1 365,1</b>	<b>(12,9)</b>	<b>(3 477,0)</b>	<b>(2 124,8)</b>	<b>140 902,9</b>
10. Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement							
Postes	3 771,3	–	26,0	25,6	(263,7)	(212,1)	3 559,2
Autres dépenses de personnel	94,2	–	0,3	–	(36,5)	(36,2)	58,0
Consultants et experts	134,5	–	0,3	–	(12,0)	(11,7)	122,8
Voyages du personnel	167,9	–	0,6	–	5,8	6,4	174,3
Services contractuels	52,1	–	0,2	–	10,7	10,9	63,0

Chapitre	Montant révisé des crédits ouverts pour 2004–2005	Modifications prévues				Total	Crédits définitifs pour 2004–2005 (montant proposé)
		Taux de change	Inflation	Dépenses imprévues et extraordinaires et décisions des organes directeurs	Taux d'occupation des postes et autres facteurs		
Frais généraux de fonctionnement	88,5	–	0,3	–	(7,1)	<b>(6,8)</b>	81,7
Dépenses de représentation	1,8	–	0,1	–	(0,1)	–	1,8
Fournitures et accessoires	4,1	–	–	–	8,1	<b>8,1</b>	12,2
Mobilier et matériel	44,2	–	0,1	–	(19,3)	<b>(19,2)</b>	25,0
<b>Total partiel</b>	<b>4 358,6</b>	<b>–</b>	<b>27,9</b>	<b>25,6</b>	<b>(314,1)</b>	<b>(260,6)</b>	<b>4 098,0</b>
<b>11. Appui des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique</b>							
Postes	7 529,8	(0,8)	79,7	–	(1 428,0)	<b>(1 349,1)</b>	6 180,7
Autres dépenses de personnel	372,4	(0,2)	5,2	–	(70,9)	<b>(65,9)</b>	306,5
Consultants et experts	689,2	(0,1)	5,3	–	64,0	<b>69,2</b>	758,4
Voyages du personnel	402,7	–	1,6	–	55,0	<b>56,6</b>	459,3
Services contractuels	380,5	–	1,4	–	(25,7)	<b>(24,3)</b>	356,2
Frais généraux de fonctionnement	140,4	–	0,4	–	(10,4)	<b>(10,0)</b>	130,4
Dépenses de représentation	2,1	–	–	–	(1,4)	<b>(1,4)</b>	0,7
Fournitures et accessoires	20,2	–	0,1	–	5,4	<b>5,5</b>	25,7
Mobilier et matériel	37,7	–	0,1	–	12,5	<b>12,6</b>	50,3
<b>Total partiel</b>	<b>9 575,0</b>	<b>(1,1)</b>	<b>93,8</b>	<b>–</b>	<b>(1 399,5)</b>	<b>(1 306,8)</b>	<b>8 268,2</b>
<b>12. Commerce et développement</b>							
Postes	100 750,1	1 198,1	(967,2)	–	(1 921,2)	<b>(1 690,3)</b>	99 059,8
Autres dépenses de personnel	1 266,0	14,8	(0,4)	–	(81,5)	<b>(67,1)</b>	1 198,9
Consultants et experts	2 002,5	23,0	(0,3)	–	(174,5)	<b>(151,8)</b>	1 850,7
Voyages des représentants	386,2	–	1,0	–	(67,9)	<b>(66,9)</b>	319,3
Voyages du personnel	1 250,4	–	4,4	–	112,2	<b>116,6</b>	1 367,0
Services contractuels	471,8	5,4	(0,2)	–	(308,0)	<b>(302,8)</b>	169,0
Frais généraux de fonctionnement	3 160,2	36,6	(0,6)	–	(693,9)	<b>(657,9)</b>	2 502,3
Dépenses de représentation	55,1	0,8	–	–	(27,4)	<b>(26,6)</b>	28,5

Chapitre	Modifications prévues					Total	Crédits définitifs pour 2004–2005 (montant proposé)
	Montant révisé des crédits ouverts pour 2004–2005	Taux de change	Inflation	Dépenses imprévues et extraordinaires et décisions des organes directeurs	Taux d'occupation des postes et autres facteurs		
Fournitures et accessoires	1 622,4	18,8	(0,4)	–	(36,7)	<b>(18,3)</b>	1 604,1
Mobilier et matériel	1 283,9	14,9	(0,3)	–	(85,6)	<b>(71,0)</b>	1 212,9
Subventions et contributions	2 553,7	29,9	(0,6)	–	(300,3)	<b>(271,0)</b>	2 282,7
<b>Total partiel</b>	<b>114 802,3</b>	<b>1 342,3</b>	<b>(964,6)</b>	–	<b>(3 584,8)</b>	<b>(3 207,1)</b>	<b>111 595,2</b>
13. Centre du commerce international CNUCED/OMC							
Subventions et contributions	26 136,3	313,7	(12,6)	–	(841,4)	<b>(540,3)</b>	25 596,0
<b>Total partiel</b>	<b>26 136,3</b>	<b>313,7</b>	<b>(12,6)</b>	–	<b>(841,4)</b>	<b>(540,3)</b>	<b>25 596,0</b>
14. Environnement							
Postes	10 108,1	232,2	(15,8)	–	(102,5)	<b>113,9</b>	10 222,0
Autres dépenses de personnel	101,5	1,0	1,1	–	5,3	<b>7,4</b>	108,9
Consultants et experts	143,1	2,2	2,0	–	29,5	<b>33,7</b>	176,8
Voyages des représentants	142,9	–	0,5	–	(40,2)	<b>(39,7)</b>	103,2
Voyages du personnel	111,3	–	0,4	–	8,0	<b>8,4</b>	119,7
Services contractuels	1,5	–	–	–	(1,4)	<b>(1,4)</b>	0,1
Frais généraux de fonctionnement	219,1	4,5	5,4	–	(8,8)	<b>1,1</b>	220,2
Dépenses de représentation	12,7	0,2	0,2	–	(0,4)	–	12,7
Fournitures et accessoires	23,5	0,3	0,5	–	(1,0)	<b>(0,2)</b>	23,3
Mobilier et matériel	52,1	1,2	1,3	–	(6,9)	<b>(4,4)</b>	47,7
<b>Total partiel</b>	<b>10 915,8</b>	<b>241,6</b>	<b>(4,4)</b>	–	<b>(118,4)</b>	<b>118,8</b>	<b>11 034,6</b>
15. Établissements humains							
Postes	14 468,7	384,5	(18,8)	–	(469,5)	<b>(103,8)</b>	14 364,9
Autres dépenses de personnel	222,3	0,8	1,0	–	23,6	<b>25,4</b>	247,7
Consultants et experts	239,3	3,6	4,3	–	(7,4)	<b>0,5</b>	239,8
Voyages du personnel	314,4	–	1,3	–	4,4	<b>5,7</b>	320,1
Services contractuels	76,2	2,1	2,5	–	(4,2)	<b>0,4</b>	76,6

Chapitre	Montant révisé des crédits ouverts pour 2004–2005	Modifications prévues				Total	Crédits définitifs pour 2004–2005 (montant proposé)
		Taux de change	Inflation	Dépenses imprévues et extraordinaires et décisions des organes directeurs	Taux d'occupation des postes et autres facteurs		
Frais généraux de Fonctionnement	469,6	11,5	13,6	–	(23,4)	<b>1,7</b>	471,3
Dépenses de représentation	5,6	0,2	0,2	–	(0,4)	–	5,6
Fournitures et accessoires	88,4	2,1	2,6	–	(4,5)	<b>0,2</b>	88,6
Mobilier et matériel	128,3	3,3	3,8	–	0,9	<b>8,0</b>	136,3
<b>Total partiel</b>	<b>16 012,8</b>	<b>408,1</b>	<b>10,5</b>	–	<b>(480,5)</b>	<b>(61,9)</b>	<b>15 950,9</b>
16. Prévention du crime et justice pénale							
Postes	8 487,5	103,1	(54,0)	–	621,8	<b>670,9</b>	9 158,4
Autres dépenses de personnel	353,5	4,2	2,3	–	2,2	<b>8,7</b>	362,2
Consultants et experts	418,3	4,8	2,5	–	(3,5)	<b>3,8</b>	422,1
Voyages des représentants	198,7	–	0,7	–	6,8	<b>7,5</b>	206,2
Voyages du personnel	183,5	–	0,5	–	24,4	<b>24,9</b>	208,4
Services contractuels	201,8	2,4	1,3	–	(62,1)	<b>(58,4)</b>	143,4
Frais généraux de fonctionnement	115,0	1,3	0,7	–	(2,9)	<b>(0,9)</b>	114,1
Dépenses de représentation	11,3	0,2	0,1	–	(10,9)	<b>(10,6)</b>	0,7
Mobilier et matériel	70,6	0,9	0,3	–	(5,8)	<b>(4,6)</b>	66,0
Subventions et contributions	–	–	–	–	17,0	<b>17,0</b>	17,0
<b>Total partiel</b>	<b>10 040,2</b>	<b>116,9</b>	<b>(45,6)</b>	–	<b>587,0</b>	<b>658,3</b>	<b>10 698,5</b>
17. Contrôle international des drogues							
Postes	16 435,6	192,8	(70,6)	(307,3)	(131,1)	<b>(316,2)</b>	16 119,4
Autres dépenses de personnel	470,3	5,2	3,1	–	(34,5)	<b>(26,2)</b>	444,1
Consultants et experts	956,6	11,2	6,1	–	(388,2)	<b>(370,9)</b>	585,7
Voyages des représentants	1 141,9	–	4,5	–	(2,8)	<b>1,7</b>	1 143,6
Voyages du personnel	590,7	–	2,1	–	11,5	<b>13,6</b>	604,3
Services contractuels	980,4	11,5	6,5	–	(62,2)	<b>(44,2)</b>	936,2
Frais généraux de fonctionnement	408,1	4,8	2,5	–	(41,0)	<b>(33,7)</b>	374,4

Chapitre	Modifications prévues					Total	Crédits définitifs pour 2004–2005 (montant proposé)
	Montant révisé des crédits ouverts pour 2004–2005	Taux de change	Inflation	Dépenses imprévues et extraordinaires et décisions des organes directeurs	Taux d'occupation des postes et autres facteurs		
Dépenses de représentation	7,1	–	–	–	–	–	7,1
Fournitures et accessoires	197,5	2,2	1,4	–	(38,5)	(34,9)	162,6
Mobilier et matériel	287,9	3,4	1,9	–	131,2	136,5	424,4
<b>Total partiel</b>	<b>21 476,1</b>	<b>231,1</b>	<b>(42,5)</b>	<b>(307,3)</b>	<b>(555,6)</b>	<b>(674,3)</b>	<b>20 801,8</b>
<b>18. Développement économique et social en Afrique</b>							
Postes	76 274,7	(55,4)	1 630,8	(91,8)	(3 739,8)	(2 256,2)	74 018,5
Autres dépenses de personnel	2 015,6	(1,5)	61,5	–	226,4	286,4	2 302,0
Consultants et experts	2 261,9	(0,5)	69,1	–	(269,5)	(200,9)	2 061,0
Voyages du personnel	1 795,7	–	5,7	–	197,6	203,3	1 999,0
Services contractuels	2 291,1	–	71,9	–	838,8	910,7	3 201,8
Frais généraux de fonctionnement	5 651,3	(3,7)	173,6	–	(743,4)	(573,5)	5 077,8
Dépenses de représentation	26,5	–	0,8	–	–	0,8	27,3
Fournitures et accessoires	1 785,6	–	55,9	–	(267,1)	(211,2)	1 574,4
Mobilier et matériel	2 698,6	–	83,7	–	(409,6)	(325,9)	2 372,7
Subventions et contributions	1 441,0	–	3,7	–	–	3,7	1 444,7
<b>Total partiel</b>	<b>96 242,0</b>	<b>(61,1)</b>	<b>2 156,7</b>	<b>(91,8)</b>	<b>(4 166,6)</b>	<b>(2 162,8)</b>	<b>94 079,2</b>
<b>19. Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique</b>							
Postes	56 537,3	834,7	774,5	(50,0)	1 714,5	3 273,7	59 811,0
Autres dépenses de personnel	784,0	11,5	8,3	–	(13,0)	6,8	790,8
Consultants et experts	865,4	12,7	9,2	–	6,0	27,9	893,3
Voyages du personnel	1 299,8	–	4,4	–	(117,5)	(113,1)	1 186,7
Services contractuels	499,2	7,8	5,5	–	16,6	29,9	529,1
Frais généraux de fonctionnement	3 262,6	48,0	34,5	–	(108,2)	(25,7)	3 236,9
Dépenses de représentation	24,1	0,3	0,2	–	(1,6)	(1,1)	23,0
Fournitures et accessoires	552,9	8,2	5,9	–	15,4	29,5	582,4
Mobilier et matériel	1 237,6	18,3	13,1	–	30,8	62,2	1 299,8

Chapitre	Modifications prévues					Total	Crédits définitifs pour 2004–2005 (montant proposé)
	Montant révisé des crédits ouverts pour 2004–2005	Taux de change	Inflation	Dépenses imprévues et extraordinaires et décisions des organes directeurs	Taux d'occupation des postes et autres facteurs		
Subventions et contributions	4,2	0,1	0,1	–	1,4	<b>1,6</b>	5,8
<b>Total partiel</b>	<b>65 067,1</b>	<b>941,6</b>	<b>855,7</b>	<b>(50,0)</b>	<b>1 544,4</b>	<b>3 291,7</b>	<b>68 358,8</b>
20. Développement économique de l'Europe							
Postes	50 870,1	604,7	(540,4)	–	960,9	<b>1 025,2</b>	51 895,3
Autres dépenses de personnel	211,8	2,5	(0,1)	–	3,7	<b>6,1</b>	217,9
Consultants et experts	494,7	5,7	–	–	(48,3)	<b>(42,6)</b>	452,1
Voyages du personnel	633,4	–	2,1	–	198,8	<b>200,9</b>	834,3
Services contractuels	335,8	3,9	(0,1)	–	(83,5)	<b>(79,7)</b>	256,1
Frais généraux de fonctionnement	97,1	1,3	0,1	–	(26,2)	<b>(24,8)</b>	72,3
Dépenses de représentation	19,3	0,2	–	–	(0,3)	<b>(0,1)</b>	19,2
Fournitures et accessoires	191,4	2,3	–	–	69,1	<b>71,4</b>	262,8
Mobilier et matériel	514,3	6,2	(0,3)	–	46,0	<b>51,9</b>	566,2
Subventions et contributions	1 393,9	16,1	(0,4)	–	(224,2)	<b>(208,5)</b>	1 185,4
<b>Total partiel</b>	<b>54 761,8</b>	<b>642,9</b>	<b>(539,1)</b>	<b>–</b>	<b>896,0</b>	<b>999,8</b>	<b>55 761,6</b>
21. Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes							
Postes	71 061,5	2 625,3	(855,5)	(31,9)	(3 553,6)	<b>(1 815,7)</b>	69 245,8
Autres dépenses de personnel	1 577,6	3,9	2,9	–	(83,8)	<b>(77,0)</b>	1 500,6
Consultants et experts	1 122,4	–	2,3	–	1,3	<b>3,6</b>	1 126,0
Voyages du personnel	1 575,4	–	5,2	–	463,5	<b>468,7</b>	2 044,1
Services contractuels	1 288,8	–	1,6	–	(46,3)	<b>(44,7)</b>	1 244,1
Frais généraux de fonctionnement	6 323,4	184,3	20,1	–	(8,1)	<b>196,3</b>	6 519,7
Dépenses de représentation	26,3	1,1	0,2	–	(0,9)	<b>0,4</b>	26,7
Fournitures et accessoires	1 174,0	37,9	3,6	–	(193,9)	<b>(152,4)</b>	1 021,6
Mobilier et matériel	1 222,0	–	1,5	–	265,1	<b>266,6</b>	1 488,6
Subventions et contributions	–	–	–	–	3,1	<b>3,1</b>	3,1
<b>Total partiel</b>	<b>85 371,4</b>	<b>2 852,5</b>	<b>(818,1)</b>	<b>(31,9)</b>	<b>(3 153,6)</b>	<b>(1 151,1)</b>	<b>84 220,3</b>

Chapitre	Modifications prévues					Total	Crédits définitifs pour 2004–2005 (montant proposé)
	Montant révisé des crédits ouverts pour 2004–2005	Taux de change	Inflation	Dépenses imprévues et extraordinaires et décisions des organes directeurs	Taux d'occupation des postes et autres facteurs		
<b>22. Développement économique et social en Asie occidentale</b>							
Postes	43 207,3	35,1	119,9	–	(843,1)	<b>(688,1)</b>	42 519,2
Autres dépenses de personnel	557,4	0,3	1,0	–	–	<b>1,3</b>	558,7
Consultants et experts	1 442,9	1,2	2,8	–	(137,6)	<b>(133,6)</b>	1 309,3
Voyages du personnel	456,7	–	1,6	–	106,4	<b>108,0</b>	564,7
Services contractuels	823,1	0,7	1,6	–	–	<b>2,3</b>	825,4
Frais généraux de fonctionnement	2 981,6	2,3	5,9	–	(385,7)	<b>(377,5)</b>	2 604,1
Dépenses de représentation	20,2	0,1	–	–	–	<b>0,1</b>	20,3
Fournitures et accessoires	740,4	0,5	1,4	–	(78,5)	<b>(76,6)</b>	663,8
Mobilier et matériel	672,1	0,5	1,4	–	345,9	<b>347,8</b>	1 019,9
Subventions et contributions	93,9	–	0,1	–	(46,2)	<b>(46,1)</b>	47,8
<b>Total partiel</b>	<b>50 995,6</b>	<b>40,7</b>	<b>135,7</b>	<b>–</b>	<b>(1 038,8)</b>	<b>(862,4)</b>	<b>50 133,2</b>
<b>23. Programme ordinaire de coopération technique</b>							
Dépenses diverses	42 871,5	–	–	–	–	–	42 871,5
<b>Total partiel</b>	<b>42 871,5</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>42 871,5</b>
<b>24. Droits de l'homme</b>							
Postes	44 700,5	498,1	(421,4)	–	(3 626,6)	<b>(3 549,9)</b>	41 150,6
Autres dépenses de personnel	3 849,4	118,2	(1,8)	69,9	(173,0)	<b>13,3</b>	3 862,7
Émoluments des non-fonctionnaires	152,3	–	–	–	(15,1)	<b>(15,1)</b>	137,2
Consultants et experts	1 461,5	52,6	(1,4)	–	(19,0)	<b>32,2</b>	1 493,7
Voyages des représentants	8 525,7	–	31,9	55,8	123,1	<b>210,8</b>	8 736,5
Voyages du personnel	2 429,2	–	16,8	26,6	659,9	<b>703,3</b>	3 132,5
Services contractuels	450,3	7,3	(0,1)	–	(64,8)	<b>(57,6)</b>	392,7
Frais généraux de fonctionnement	1 309,3	29,2	(0,9)	–	51,8	<b>80,1</b>	1 389,4
Dépenses de représentation	21,1	0,3	(0,1)	–	(6,4)	<b>(6,2)</b>	14,9
Fournitures et accessoires	446,6	6,1	(0,1)	–	28,8	<b>34,8</b>	481,4

Chapitre	Montant révisé des crédits ouverts pour 2004–2005	Modifications prévues				Total	Crédits définitifs pour 2004–2005 (montant proposé)
		Taux de change	Inflation	Dépenses imprévues et extraordinaires et décisions des organes directeurs	Taux d'occupation des postes et autres facteurs		
Mobilier et matériel	600,0	22,1	(0,3)	–	(167,6)	<b>(145,8)</b>	454,2
Amélioration des locaux	17,1	0,3	–	–	(0,4)	<b>(0,1)</b>	17,0
Subventions et contributions	608,3	1,4	(0,1)	–	(2,8)	<b>(1,5)</b>	606,8
<b>Total partiel</b>	<b>64 571,3</b>	<b>735,6</b>	<b>(377,5)</b>	<b>152,3</b>	<b>(3 212,1)</b>	<b>(2 701,7)</b>	<b>61 869,6</b>
25. Opérations de protection et d'assistance en faveur des réfugiés							
Postes	1 041,4	11,6	(14,5)	–	(6,6)	<b>(9,5)</b>	1 031,9
Subventions et contributions	65 202,5	799,6	(14,6)	–	–	<b>785,0</b>	65 987,5
<b>Total partiel</b>	<b>66 243,9</b>	<b>811,2</b>	<b>(29,1)</b>	<b>–</b>	<b>(6,6)</b>	<b>775,5</b>	<b>67 019,4</b>
26. Réfugiés de Palestine							
Postes	33 920,3	138,3	81,8	–	523,9	<b>744,0</b>	34 664,3
Autres dépenses de personnel	12,3	–	–	–	290,0	<b>290,0</b>	302,3
Amélioration des locaux	708,4	5,3	(7,8)	–	266,2	<b>263,7</b>	972,1
<b>Total partiel</b>	<b>34 641,0</b>	<b>143,6</b>	<b>74,0</b>	<b>–</b>	<b>1 080,1</b>	<b>1 297,7</b>	<b>35 938,7</b>
27. Aide humanitaire							
Postes	16 042,7	64,8	11,4	–	(386,1)	<b>(309,9)</b>	15 732,8
Autres dépenses de personnel	671,8	3,4	1,2	–	124,6	<b>129,2</b>	801,0
Consultants et experts	137,3	0,7	0,2	–	(81,6)	<b>(80,7)</b>	56,6
Voyages du personnel	1 122,3	–	3,9	–	34,3	<b>38,2</b>	1 160,5
Services contractuels	444,3	2,8	0,6	–	(114,8)	<b>(111,4)</b>	332,9
Frais généraux de fonctionnement	926,4	3,4	1,9	–	304,9	<b>310,2</b>	1 236,6
Dépenses de représentation	17,5	0,1	0,1	–	(0,2)	–	17,5
Fournitures et accessoires	116,1	0,2	0,2	–	(0,4)	–	116,1
Mobilier et matériel	231,6	0,8	0,3	–	97,5	<b>98,6</b>	330,2
Subventions et contributions	4 565,3	8,8	(0,3)	–	(442,5)	<b>(434,0)</b>	4 131,3
<b>Total partiel</b>	<b>24 275,3</b>	<b>85,0</b>	<b>19,5</b>	<b>–</b>	<b>(464,3)</b>	<b>(359,8)</b>	<b>23 915,5</b>
28. Information							
Postes	124 338,0	86,0	1 275,0	(12,2)	(4 526,1)	<b>(3 177,3)</b>	121 160,7

Chapitre	Modifications prévues					Total	Crédits définitifs pour 2004–2005 (montant proposé)
	Montant révisé des crédits ouverts pour 2004–2005	Taux de change	Inflation	Dépenses imprévues et extraordinaires et décisions des organes directeurs	Taux d'occupation des postes et autres facteurs		
Autres dépenses de personnel	5 775,8	7,2	22,1	178,6	(247,2)	<b>(39,3)</b>	5 736,5
Voyages des représentants	590,7	–	2,2	–	(65,4)	<b>(63,2)</b>	527,5
Voyages du personnel	976,7	–	3,5	–	162,3	<b>165,8</b>	1 142,5
Services contractuels	16 679,8	3,7	58,2	524,1	355,7	<b>941,7</b>	17 621,5
Frais généraux de fonctionnement	8 045,2	2,9	26,7	0,2	1 242,4	<b>1 272,2</b>	9 317,4
Dépenses de représentation	255,1	–	0,9	–	(138,1)	<b>(137,2)</b>	117,9
Fournitures et accessoires	2 673,3	1,2	9,2	–	(405,5)	<b>(395,1)</b>	2 278,2
Mobilier et matériel	2 613,8	3,3	8,8	–	330,8	<b>342,9</b>	2 956,7
Subventions et contributions	367,7	0,2	1,3	0,7	210,0	<b>212,2</b>	579,9
Dépenses diverses	6,5	–	(6,5)	–	–	<b>(6,5)</b>	–
<b>Total partiel</b>	<b>162 322,6</b>	<b>104,5</b>	<b>1 401,4</b>	<b>691,4</b>	<b>(3 081,1)</b>	<b>(883,8)</b>	<b>161 438,8</b>
29A. Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion							
Postes	10 441,4	–	138,5	(25,6)	205,6	<b>318,5</b>	10 759,9
Autres dépenses de personnel	256,5	–	0,5	–	95,3	<b>95,8</b>	352,3
Consultants et experts	470,2	–	0,3	–	(277,6)	<b>(277,3)</b>	192,9
Voyages du personnel	64,8	–	0,3	–	23,2	<b>23,5</b>	88,3
Frais généraux de fonctionnement	191,3	–	0,7	–	20,8	<b>21,5</b>	212,8
Dépenses de représentation	0,8	–	–	–	–	–	0,8
Fournitures et accessoires	6,8	–	–	–	16,9	<b>16,9</b>	23,7
Mobilier et matériel	86,2	–	0,3	–	5,3	<b>5,6</b>	91,8
<b>Total partiel</b>	<b>11 518,0</b>	–	<b>140,6</b>	<b>(25,6)</b>	<b>89,5</b>	<b>204,5</b>	<b>11 722,5</b>
29B. Bureau de la planification, du budget et de la comptabilité							
Postes	27 061,8	–	391,7	–	(890,5)	<b>(498,8)</b>	26 563,0
Autres dépenses de personnel	666,8	–	2,3	–	(125,7)	<b>(123,4)</b>	543,4
Consultants et experts	514,3	–	3,5	–	24,0	<b>27,5</b>	541,8
Voyages du personnel	33,2	–	0,1	–	67,9	<b>68,0</b>	101,2

Chapitre	Montant révisé des crédits ouverts pour 2004–2005	Modifications prévues				Total	Crédits définitifs pour 2004–2005 (montant proposé)
		Taux de change	Inflation	Dépenses imprévues et extraordinaires et décisions des organes directeurs	Taux d'occupation des postes et autres facteurs		
Services contractuels	603,4	–	2,1	–	(17,7)	<b>(15,6)</b>	587,8
Frais généraux de fonctionnement	376,6	–	1,5	–	15,8	<b>17,3</b>	393,9
Fournitures et accessoires	40,6	–	0,2	–	65,1	<b>65,3</b>	105,9
Mobilier et matériel	163,4	–	0,5	–	(70,2)	<b>(69,7)</b>	93,7
<b>Total partiel</b>	<b>29 460,1</b>	<b>–</b>	<b>401,9</b>	<b>–</b>	<b>(931,3)</b>	<b>(529,4)</b>	<b>28 930,7</b>
29C. Bureau de la gestion des ressources humaines							
Postes	35 184,8	–	507,8	(40,0)	(565,2)	<b>(97,4)</b>	35 087,4
Autres dépenses de personnel	833,6	–	2,8	–	456,5	<b>459,3</b>	1 292,9
Consultants et experts	17,0	–	0,1	–	149,4	<b>149,5</b>	166,5
Voyages du personnel	451,9	–	1,6	–	–	<b>1,6</b>	453,5
Services contractuels	19 924,3	–	109,4	–	(1 727,0)	<b>(1 617,6)</b>	18 306,7
Frais généraux de fonctionnement	882,1	–	3,1	–	(97,7)	<b>(94,6)</b>	787,5
Dépenses de représentation	8,7	–	0,1	–	(4,3)	<b>(4,2)</b>	4,5
Fournitures et accessoires	871,2	–	1,9	–	134,5	<b>136,4</b>	1 007,6
Mobilier et matériel	388,7	–	0,9	–	(10,6)	<b>(9,7)</b>	379,0
<b>Total partiel</b>	<b>58 562,3</b>	<b>–</b>	<b>627,7</b>	<b>(40,0)</b>	<b>(1 664,4)</b>	<b>(1 076,7)</b>	<b>57 485,6</b>
29D. Bureau des services centraux d'appui							
Postes	81 236,1	–	1 722,7	(16,9)	(3 732,6)	<b>(2 026,8)</b>	79 209,3
Autres dépenses de personnel	2 322,1	–	7,5	25,1	26,8	<b>59,4</b>	2 381,5
Consultants et experts	306,4	–	1,0	–	101,2	<b>102,2</b>	408,6
Voyages du personnel	549,5	–	2,0	–	155,3	<b>157,3</b>	706,8
Services contractuels	18 918,7	–	63,8	42,7	(2 749,0)	<b>(2 642,5)</b>	16 276,2
Frais généraux de fonctionnement	110 180,7	–	390,9	113,7	2 560,6	<b>3 065,2</b>	113 245,9
Dépenses de représentation	10,4	–	–	–	(9,3)	<b>(9,3)</b>	1,1
Fournitures et accessoires	3 667,3	–	11,8	–	(105,4)	<b>(93,6)</b>	3 573,7
Mobilier et matériel	11 090,6	–	37,5	–	(1 151,8)	<b>(1 114,3)</b>	9 976,3

Chapitre	Modifications prévues					Total	Crédits définitifs pour 2004–2005 (montant proposé)
	Montant révisé des crédits ouverts pour 2004–2005	Taux de change	Inflation	Dépenses imprévues et extraordinaires et décisions des organes directeurs	Taux d'occupation des postes et autres facteurs		
Subventions et contributions	1 612,5	–	5,5	–	596,6	<b>602,1</b>	2 214,6
<b>Total partiel</b>	<b>229 894,3</b>	<b>–</b>	<b>2 242,7</b>	<b>164,6</b>	<b>(4 307,6)</b>	<b>(1 900,3)</b>	<b>227 994,0</b>
29E. Administration (Genève)							
Postes	61 403,1	717,0	(147,5)	–	556,9	<b>1 126,4</b>	62 529,5
Autres dépenses de personnel	2 611,5	30,4	(1,0)	–	(29,4)	–	2 611,5
Voyages du personnel	86,4	–	0,4	–	53,9	<b>54,3</b>	140,7
Services contractuels	4 188,8	48,6	(1,3)	–	112,6	<b>159,9</b>	4 348,7
Frais généraux de fonctionnement	26 252,5	303,8	(7,6)	–	(1 253,2)	<b>(957,0)</b>	25 295,5
Dépenses de représentation	2,7	–	–	–	–	–	2,7
Fournitures et accessoires	1 908,9	21,7	(0,6)	–	78,0	<b>99,1</b>	2 008,0
Mobilier et matériel	2 501,9	29,1	(0,8)	–	(28,3)	–	2 501,9
Subventions et contributions	3 217,5	37,6	(0,8)	–	(433,7)	<b>(396,9)</b>	2 820,6
<b>Total partiel</b>	<b>102 173,3</b>	<b>1 188,2</b>	<b>(159,2)</b>	<b>–</b>	<b>(943,2)</b>	<b>85,8</b>	<b>102 259,1</b>
29F. Administration (Vienne)							
Postes	15 071,4	183,8	162,9	307,3	(420,7)	<b>233,3</b>	15 304,7
Autres dépenses de personnel	925,4	10,5	5,8	–	57,1	<b>73,4</b>	998,8
Voyages du personnel	33,5	–	0,1	–	65,5	<b>65,6</b>	99,1
Services contractuels	736,6	8,5	4,8	–	(386,7)	<b>(373,4)</b>	363,2
Frais généraux de fonctionnement	8 942,0	98,3	55,6	–	–	<b>153,9</b>	9 095,9
Dépenses de représentation	2,3	–	0,1	–	(1,2)	<b>(1,1)</b>	1,2
Fournitures et accessoires	560,2	6,4	3,6	–	(41,3)	<b>(31,3)</b>	528,9
Mobilier et matériel	1 064,7	11,7	6,6	–	325,8	<b>344,1</b>	1 408,8
Subventions et contributions	4 689,2	54,1	30,2	–	(472,4)	<b>(388,1)</b>	4 301,1
<b>Total partiel</b>	<b>32 025,3</b>	<b>373,3</b>	<b>269,7</b>	<b>307,3</b>	<b>(873,9)</b>	<b>76,4</b>	<b>32 101,7</b>
29G. Administration (Nairobi)							
Postes	10 403,9	289,1	79,6	–	773,1	<b>1 141,8</b>	11 545,7

Chapitre	Montant révisé des crédits ouverts pour 2004–2005	Modifications prévues				Total	Crédits définitifs pour 2004–2005 (montant proposé)
		Taux de change	Inflation	Dépenses imprévues et extraordinaires et décisions des organes directeurs	Taux d'occupation des postes et autres facteurs		
Autres dépenses de personnel	129,7	2,1	2,4	–	(4,5)	–	129,7
Consultants et experts	7,5	0,2	0,2	–	(0,4)	–	7,5
Voyages du personnel	24,5	–	0,1	–	(0,1)	–	24,5
Services contractuels	130,9	3,5	4,2	–	(28,7)	<b>(21,0)</b>	109,9
Frais généraux de fonctionnement	2 378,2	48,4	57,6	–	1 121,7	<b>1 227,7</b>	3 605,9
Fournitures et accessoires	233,8	3,3	3,9	–	(176,6)	<b>(169,4)</b>	64,4
Mobilier et matériel	204,0	5,3	6,5	–	(169,2)	<b>(157,4)</b>	46,6
<b>Total partiel</b>	<b>13 512,5</b>	<b>351,9</b>	<b>154,5</b>	<b>–</b>	<b>1 515,3</b>	<b>2 021,7</b>	<b>15 534,2</b>
30. Contrôle interne							
Postes	22 487,1	103,0	103,2	–	(997,0)	<b>(790,8)</b>	21 696,3
Autres dépenses de personnel	131,5	0,2	0,4	–	73,2	<b>73,8</b>	205,3
Consultants et experts	139,2	0,5	0,8	–	2,1	<b>3,4</b>	142,6
Voyages du personnel	796,8	–	2,8	–	252,8	<b>255,6</b>	1 052,4
Services contractuels	53,1	–	0,1	–	(22,8)	<b>(22,7)</b>	30,4
Frais généraux de fonctionnement	324,4	1,2	2,3	–	82,0	<b>85,5</b>	409,9
Dépenses de représentation	2,8	–	–	–	–	–	2,8
Fournitures et accessoires	61,9	0,1	0,2	–	14,7	<b>15,0</b>	76,9
Mobilier et matériel	190,2	0,8	1,3	–	(48,8)	<b>(46,7)</b>	143,5
<b>Total partiel</b>	<b>24 187,0</b>	<b>105,8</b>	<b>111,1</b>	<b>–</b>	<b>(643,8)</b>	<b>(426,9)</b>	<b>23 760,1</b>
31. Activités administratives financées en commun							
Subventions et contributions	10 445,2	9,7	57,8	–	57,3	<b>124,8</b>	10 570,0
<b>Total partiel</b>	<b>10 445,2</b>	<b>9,7</b>	<b>57,8</b>	<b>–</b>	<b>57,3</b>	<b>124,8</b>	<b>10 570,0</b>
32. Dépenses spéciales							
Autres dépenses de personnel	69 974,2	136,4	222,9	–	611,8	<b>971,1</b>	70 945,3
Émoluments des non-fonctionnaires	936,3	–	3,0	–	(38,0)	<b>(35,0)</b>	901,3

Chapitre	Montant révisé des crédits ouverts pour 2004–2005	Modifications prévues				Total	Crédits définitifs pour 2004–2005 (montant proposé)
		Taux de change	Inflation	Dépenses imprévues et extraordinaires et décisions des organes directeurs	Taux d'occupation des postes et autres facteurs		
Frais généraux de fonctionnement	10 345,4	–	36,0	–	(36,0)	–	10 345,4
<b>Total partiel</b>	<b>81 255,9</b>	<b>136,4</b>	<b>261,9</b>	<b>–</b>	<b>537,8</b>	<b>936,1</b>	<b>82 192,0</b>
33. Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien							
Amélioration des locaux	104 566,6	566,3	474,1	–	(814,7)	225,7	104 792,3
<b>Total partiel</b>	<b>104 566,6</b>	<b>566,3</b>	<b>474,1</b>	<b>–</b>	<b>(814,7)</b>	<b>225,7</b>	<b>104 792,3</b>
34. Contributions du personnel							
Dépenses diverses	417 544,8	1 224,6	5 311,5	802,0	4 468,1	11 806,2	429 351,0
<b>Total partiel</b>	<b>417 544,8</b>	<b>1 224,6</b>	<b>5 311,5</b>	<b>802,0</b>	<b>4 468,1</b>	<b>11 806,2</b>	<b>429 351,0</b>
35. Compte pour le développement							
Subventions et contributions	13 065,0-	–	–	–	–	–	13 065,0
<b>Total partiel</b>	<b>13 065,0-</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>13 065,0</b>
36. Sûreté et sécurité							
Postes	79 332,5	643,8	1 785,6	–	(12 298,1)	(9 868,7)	69 463,8
Autres dépenses de personnel	12 039,5	58,9	42,1	–	2 721,2	2 822,2	14 861,7
Consultants et experts	254,2	–	1,4	–	147,7	149,1	403,3
Voyages	1 342,6	–	6,9	–	(472,2)	(465,3)	877,3
Services contractuels	2 736,8	24,4	31,3	–	(740,9)	(685,2)	2 051,6
Frais généraux de fonctionnement	4 714,2	13,9	33,9	–	(1 475,3)	(1 427,5)	3 286,7
Fournitures et accessoires	1 838,6	27,4	23,5	–	(50,9)	–	1 838,6
Mobilier et matériel	6 162,0	33,4	53,7	–	40,9	128,0	6 290,0
Amélioration des locaux	–	–	–	–	130,0	130,0	130,0
Subventions et contributions	31 685,0	86,5	253,4	162,3	(6 798,3)	(6 296,1)	25 388,9
<b>Total partiel</b>	<b>140 105,4</b>	<b>888,3</b>	<b>2 231,8</b>	<b>162,3</b>	<b>(18 795,9)</b>	<b>(15 513,5)</b>	<b>124 591,9</b>
<b>Total</b>	<b>3 737 508,8</b>	<b>19 223,3</b>	<b>19 200,5</b>	<b>30 625,8</b>	<b>(151 015,0)</b>	<b>(81 965,4)</b>	<b>3 655 543,4</b>

## État 4

**Taux de change par rapport au dollar des États-Unis et taux d'inflation, par lieu d'affectation**

<i>Lieu d'affectation/bureau (monnaie)</i>	<i>Taux de change 2004-2005</i>				<i>Taux d'inflation applicables aux objets de dépense autres que les postes</i>			
	<i>Montant révisé des crédits ouverts</i>		<i>Présent rapport</i>		<i>Montant révisé des crédits ouverts</i>		<i>Présent rapport</i>	
	<i>2004<sup>a</sup></i>	<i>2005</i>	<i>2004<sup>b</sup></i>	<i>2005<sup>c</sup></i>	<i>2004</i>	<i>2005</i>	<i>2004</i>	<i>2005</i>
Vienne (euros)	0,813	0,813 <sup>a</sup>	0,810	0,797	1,8	1,7	2,1	2,3
Santiago (pesos chiliens)	610,583	610,583 <sup>a</sup>	608,833	561,917	1,1	3,0	1,1	3,1
Addis-Abeba (birr éthiopiens)	8,634	8,650 <sup>d</sup>	8,634	8,665	5,0	3,5	7,0	6,0
Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan (roupies)	45,109	45,200 <sup>d</sup>	45,078	43,548	4,2	5,7	3,8	4,4
Beyrouth (livres libanaises)	1 503,583	1 503,583 <sup>a</sup>	1 503,583	1 501,000	2,0	2,0	2,0	2,4
Gaza (shekels) <sup>e</sup>	4,467	4,467 <sup>a</sup>	4,462	4,434	–	2,1	(0,4)	1,3
Nairobi (shillings kényans)	78,938	81,170 <sup>d</sup>	78,938	76,078	9,0	6,5	9,0	12,0
Mexico (pesos mexicains)	11,301	11,520 <sup>d</sup>	11,286	10,946	4,4	4,1	4,7	4,1
La Haye (euros)	0,813	0,813 <sup>a</sup>	0,810	0,797	1,4	1,5	1,2	1,6
Bangkok (baht thaïlandais)	40,377	41,250 <sup>d</sup>	40,353	40,002	2,8	2,5	2,8	4,5
Port of Spain (dollars de la Trinité-et-Tobago)	6,120	6,120 <sup>a</sup>	6,120	6,132	5,0	5,0	5,0	4,0
New York (dollars des États-Unis)	1,000	1,000 <sup>d</sup>	1,000	1,000	2,7	2,5	2,7	3,2
Genève (francs suisses)	1,255	1,255 <sup>a</sup>	1,250	1,231	0,9	1,1	0,8	1,2
Centres d'information (dollars des États-Unis) <sup>f</sup>	1,000	1,000 <sup>d</sup>	1,000	1,000	2,7	2,5	2,7	3,2

<sup>a</sup> Moyenne des taux de change opérationnels de l'ONU : taux effectifs jusqu'à fin novembre et, pour décembre, projection des taux de novembre.

<sup>b</sup> Moyenne des taux de change opérationnels effectifs de l'ONU en 2004.

<sup>c</sup> Moyenne des taux de change opérationnels de l'ONU : taux effectifs jusqu'à fin novembre et, pour décembre, projection des taux de novembre.

<sup>d</sup> Taux de change de novembre 2004.

<sup>e</sup> Y compris l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve et l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient.

<sup>f</sup> Effet conjugué des variations de l'inflation et des taux de change.

État 5  
**Taux de change opérationnels de l'ONU  
 par rapport au dollar des États-Unis pour 2005**

<i>Lieu d'affectation</i>	<i>Montant révisé des crédits ouverts</i>		<i>Présent rapport</i>		<i>Écart (en pourcentage)</i>	
	<i>2004<sup>a</sup></i>	<i>2005</i>	<i>2004<sup>b</sup></i>	<i>2005<sup>c</sup></i>	<i>2004</i>	<i>2005</i>
Vienne (euros)	0,813	0,813 <sup>a</sup>	0,810	0,797	(0,37)	(1,97)
Santiago (pesos chiliens)	610,583	610,583 <sup>a</sup>	608,833	561,917	(0,29)	(7,97)
Addis-Abeba (birr éthiopiens)	8,634	8,650 <sup>d</sup>	8,634	8,665	–	0,17
Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan (roupies)	45,109	45,200 <sup>d</sup>	45,078	43,548	(0,07)	(3,65)
Beyrouth (livres libanaises)	1 503,583	1 503,583 <sup>a</sup>	1 503,583	1 501,000	–	(0,17)
Gaza (shekels) <sup>e</sup>	4,467	4,467 <sup>a</sup>	4,462	4,434	(0,11)	(0,74)
Nairobi (shillings kényans)	78,938	81,170 <sup>d</sup>	78,938	76,078	–	(6,27)
Mexico (pesos mexicains)	11,301	11,520 <sup>d</sup>	11,286	10,946	(0,13)	(4,98)
La Haye (euros)	0,813	0,813 <sup>a</sup>	0,810	0,797	(0,37)	(1,97)
Bangkok (baht thaïlandais)	40,377	41,250 <sup>d</sup>	40,353	40,002	(0,06)	(3,03)
Port of Spain (dollars de la Trinité-et-Tobago)	6,120	6,120 <sup>a</sup>	6,120	6,132	–	0,20
Genève (francs suisses)	1,255	1,255 <sup>a</sup>	1,250	1,231	(0,4)	(1,91)

<sup>a</sup> Moyenne des taux de change opérationnels de l'ONU : taux effectifs jusqu'à fin novembre et, pour décembre, projection des taux de novembre.

<sup>b</sup> Moyenne des taux de change opérationnels de l'ONU en 2004.

<sup>c</sup> Moyenne des taux de change opérationnels de l'ONU : taux effectifs jusqu'à fin novembre et, pour décembre, projection des taux de novembre.

<sup>d</sup> Taux de change de novembre 2004.

<sup>e</sup> Y compris l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve et l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient.



## État 6

**Coefficients d'ajustement (indemnité de poste) applicables  
aux administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur en 2005**

Lieu d'affectation/Bureau	Montant révisé des crédits ouverts		Présent rapport		Coefficients mensuels effectifs										Projections	
	2004 <sup>a</sup>	2005 <sup>b</sup>	2004 <sup>c</sup>	2005 <sup>d</sup>	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juill.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Vienne	46,20	50,70	46,68	47,60	56,80	51,60	53,00	50,50	52,10	48,00	42,80	43,10	44,30	42,40	43,30	43,30
Santiago	28,40	29,60	28,41	33,40	26,50	26,50	32,80	32,80	32,80	32,80	32,70	35,90	35,90	35,90	38,10	38,10
Addis-Abeba	31,80	37,70	31,80	40,28	34,50	34,50	38,00	38,00	38,00	42,90	42,90	42,90	42,90	42,90	42,90	42,90
Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan	24,70	27,90	24,70	28,52	24,00	24,00	28,00	28,00	28,00	28,00	30,80	30,80	30,80	30,80	29,50	29,50
Beyrouth	41,40	46,60	41,42	44,60	43,10	43,10	44,90	44,90	44,90	44,90	44,90	44,90	44,90	44,90	44,90	44,90
Gaza <sup>e</sup>	34,80	35,90	34,83	35,37	33,40	33,40	36,50	36,50	36,50	36,50	35,60	35,60	35,60	35,60	34,60	34,60
Nairobi	23,40	27,50	23,41	30,25	23,30	23,30	30,70	30,70	30,70	30,70	32,30	32,30	32,30	32,30	32,20	32,20
Mexico	30,90	37,10	30,88	37,56	33,10	35,60	36,60	36,60	36,60	36,60	39,40	39,40	39,40	39,40	39,00	39,00
La Haye	45,00	49,30	45,44	46,34	55,30	50,20	51,60	49,10	48,80	45,40	42,30	42,60	43,60	41,80	42,70	42,70
Bangkok	21,80	23,40	21,82	24,83	20,30	20,30	25,70	25,70	25,70	25,70	24,40	24,40	24,40	26,90	27,20	27,20
Port of Spain	30,90	35,50	30,88	34,83	31,30	31,30	33,90	33,90	33,90	33,90	35,80	35,80	35,80	37,10	37,60	37,60
New York	56,20	61,90	56,17	59,70	57,70	57,70	57,70	57,70	57,70	57,70	57,70	57,70	63,70	63,70	63,70	63,70
Département de la sûreté et de la sécurité (terrain)	14,40	14,80	14,40	14,80	14,80	14,80	14,80	14,80	14,80	14,80	14,80	14,80	14,80	14,80	14,80	14,80
Genève	60,40	69,00	61,09	64,38	75,30	68,50	69,80	65,90	67,20	56,50	56,50	61,20	63,50	61,20	63,50	63,50
Centres d'information	14,40	14,80	14,40	14,80	14,80	14,80	14,80	14,80	14,80	14,80	14,80	14,80	14,80	14,80	14,80	14,80

<sup>a</sup> Moyenne des coefficients d'ajustement effectifs jusqu'à novembre 2004 et, pour décembre, projections.

<sup>b</sup> Projections calculées sur la base des taux de novembre 2004.

<sup>c</sup> Moyenne des coefficients d'ajustement.

<sup>d</sup> Moyenne des coefficients d'ajustement effectifs jusqu'à novembre 2005 et, pour décembre, projections.

<sup>e</sup> Y compris l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve et l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient.

État 7  
**Évolution des traitements des agents des services généraux en monnaie locale**

(En pourcentage)

<i>Lieu d'affectation/Bureau</i>	<i>Année</i>	<i>Taux d'augmentation</i>			<i>Montant de l'augmentation et mois d'entrée en vigueur<sup>b</sup></i>
		<i>Taux retenus pour l'établissement du montant révisé des crédits ouverts pour 2004-2005<sup>a</sup></i>	<i>Présent rapport</i>		
Vienne	2004	0,44	1,69	Avril	1,66
	2005	1,70	2,18	Avril	2,35
Santiago	2004	1,08	1,08	Septembre	3,22
	2005	3,00	2,13		
Addis-Abeba	2004	21,70	21,70	Janvier	21,70
	2005	3,50	5,80	Janvier	5,80
Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan	2004	5,80	5,80	Juin	9,00
	2005	5,70	9,12	Juin	9,20
Beyrouth	2004	2,01	2,01	Septembre	3,80
	2005	2,00	5,20	Septembre	7,90
Gaza <sup>c</sup>	2004	2,10	2,10	Juin	3,60
	2005	2,10	1,47		
Nairobi	2004	–	2,02	Novembre	12,10
	2005	6,50	9,88		
Mexico	2004	1,30	2,73	Juillet	2,81
	2005	4,10	4,26	Août	6,80
La Haye	2004	1,25	2,13	Septembre	2,60
	2005	1,50	1,72		
Bangkok	2004	10,35	10,35	Avril	13,80
	2005	2,50	11,55	Mai	12,25
Port of Spain	2004	10,22	10,22	Août	5,70
	2005	5,00	3,25		
New York	2004	0,76	3,00	Mai	3,34
	2005	2,50	3,62	Mai	3,75
Département de la sûreté et de la sécurité (terrain)	2004	0,76	3,00	Mai	3,34
	2005	2,50	3,62	Mai	3,75
Genève (Office des Nations Unies)	2004	0,70	0,70	Janvier	0,70
	2005	1,10	1,57	Janvier	1,57
Centres d'information	2004	0,76	3,00	Mai	3,34
	2005	2,50	3,62	Mai	3,75

<sup>a</sup> Année précédente = 100.<sup>b</sup> Barème précédent = 100.<sup>c</sup> Y compris Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve et Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient.

## État 8 Taux moyen de vacance de postes, par chapitre budgétaire

(En pourcentage)

Chapitre	1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2004		1 <sup>er</sup> janvier au 31 octobre 2005	
	Administrateurs	Services généraux	Administrateurs	Services généraux
1. Politique, direction et coordination d'ensemble	5,6	0,5	5,6	3,3
2. Affaires de l'Assemblée générale et services de conférence	5,2	3,1	6,1	5,0
3. Affaires politiques	9,2	3,6	8,1	5,3
4. Désarmement	8,4	0,4	12,3	1,5
5. Opérations de maintien de la paix	3,9	8,5	6,7	9,1
6. Utilisations pacifiques de l'espace	0,6	0,0	4,0	4,0
7. Cour internationale de Justice	5,2	4,3	8,0	3,2
8. Affaires juridiques	4,5	2,3	6,6	3,6
9. Affaires économiques et sociales	7,8	0,6	6,3	3,8
10. Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement	15,8	0,0	11,0	12,5
11. Appui des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique	6,6	4,6	13,2	16,4
12. Commerce et développement	3,5	2,5	2,3	4,1
14. Environnement	7,2	3,0	4,8	4,7
15. Établissements humains	8,0	0,0	9,8	0,0
16. Prévention du crime et justice pénale	0,6	4,6	5,0	0,0
17. Contrôle international des drogues	2,0	1,1	1,6	0,0
18. Développement économique et social en Afrique	8,4	5,3	6,8	1,4
19. Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique	4,7	2,5	4,8	0,9
20. Développement économique en Europe	1,0	3,1	2,1	5,0
21. Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes	5,6	5,2	5,3	7,9
22. Développement économique et social en Asie occidentale	7,2	1,5	4,4	3,0
24. Droits de l'homme	10,5	3,4	10,5	5,1
25. Opérations de protection et d'assistance en faveur des réfugiés	0,0	0,0	20,0	0,0
26. Réfugiés de Palestine	9,4	1,5	6,9	3,6
27. Aide humanitaire	1,9	1,5	1,6	0,6
28. Information	4,4	2,2	5,1	3,4
29. Gestion et services centraux d'appui	3,5	2,7	4,0	3,8
30. Contrôle interne	5,9	3,6	6,1	9,0
36. Sûreté et sécurité	–	–	54,6	14,8
<b>Total</b>	<b>5,6</b>	<b>3,2</b>	<b>6,3</b>	<b>6,0</b>